

Pilatus PC-7 :

GUERRE AU DÉSARMEMENT !

Pour la troisième fois, le Conseil national a refusé, le 20 juin dernier, de soumettre l'avion de combat Pilatus PC-7, construit par Bührle, à la loi sur l'exportation de matériel de guerre. Ce vote aura au moins un mérite : celui de montrer publiquement le conseiller fédéral Delamuraz et les députés bourgeois (à quelques exceptions près) pour ce qu'ils sont, d'hypocrites menteurs.

En 1980 et 1983 déjà, deux postulats socialistes visant le PC-7 avaient été rejetés. Le Département militaire fédéral (DMF) avait expliqué à cette occasion, dans un rapport de 1978, que l'avion "ne pouvait emporter d'armes". Mensonge, dévoilé par le journal *Le Matin* en été 1984, qui publiait le prospectus de Pilatus sur l'utilisation militaire de l'appareil, notamment ses points d'accrochage pour les bombes. Utilisation courante, au Guatemala par exemple contre les populations civiles (voir *La Brèche* No 334 du 2 février 1985). Seul le radical neuchâtelois Frei et un ou deux de ses collègues ont rompu le front unanime des bourgeois, venant expliquer qu'il soutenait le postulat parce que le rapport de 1978 avait "trompé l'opinion publique".

Le mensonge dévoilé, reste l'hypocrisie. Comme l'avion sort "civil" de Suisse, il ne faut pas le soumettre à du matériel de guerre. Geneviève Aubry n'a pas manqué l'occasion de s'illustrer. Si le PC-7 est soumis à la loi, demain tout matériel le sera, même les "couteaux militaires à tire-bouchon". Ceux-ci, hélas, n'ont pas le droit de porter un tire-bouchon...

Mais pourquoi tant d'acharnement à protéger le PC-7 puisque la loi, très prudente, n'interdit l'exportation que vers des zones de conflit ? La réponse est évidente : parce que Bührle veut exporter son avion pour le combat !

Il en va de l'emploi de 800 ouvriers, est venu expliquer, comme toujours, le chef du DMF Delamuraz. Redoutant d'être pris à leur propre piège, des socialistes syndicalistes se sont d'ailleurs absentés lors du vote. L'argument, grossier, confirme ce que nous disons. Si Pilatus menace de fermer ses portes, c'est bien que ses commandes sont avant tout militaires. Ne touchez pas aux profits de la guerre ont dit en chœur Bührle, Delamuraz et les députés bourgeois. Guerre aux empêchements de bons bénéfices, guerre au désarmement !

Car en matière de défense de l'emploi, ces messieurs-dames sont encore plus hypocrites. Les ateliers militaires fédéraux ont été réduits pour passer les commandes à Bührle. Et surtout, la droite vote depuis des années le blocage systématique du personnel, fédéral, cantonal ou communal. Dans les secteurs d'utilité sociale - PTT, CFF, écoles, hôpitaux, etc. - il n'est pas question de créer des emplois, de réduire l'horaire à 40 heures, d'accroître la qualité des services. Il ne s'agirait pas là de 800 mais de 8000 postes de travail ou même encore davantage ! Le vote sur le PC-7 illustre ainsi toute la politique bourgeoise : oui aux profits de la guerre, non aux dépenses sociales et à de meilleures conditions de travail.

La Brèche

Le N° Fr. 2.50

N° 345

6 juillet 1985

seizième année

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

AOÛT 1945 :

La bombe à Hiroshima

INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES :

LES VAMPIRES DU MÉDICAMENT

(enquête pp. 5-6-7)

Sainte-Croix, le 29 juin 1985

LETTRE OUVERTE À CARLO DE BENEDETTI

Monsieur,

Nous ne sommes pas du même monde : vous êtes Administrateur Délégué d'Olivetti, je suis chanteur. A Ivrea, vous vous félicitez des résultats de votre société, chez moi je vois des femmes et des hommes au désespoir. Vous avez le pouvoir de l'argent, je n'ai que les mots.

Depuis des générations, ma famille habite un village dont vous avez peut-être lu le nom sur vos bilans, il s'appelle Sainte-Croix.

Il y a quelques années, vous avez acheté HPI, qui occupait alors quelque 530 personnes à Sainte-Croix. Depuis, sous couvert d'adaptation, de redéploiement, de restructuration, vous avez fait perdre à cette entreprise 200 places de travail. A chaque vague de licenciements, vous avez assuré qu'elle serait la dernière.

A l'heure actuelle, vous annoncez que les ouvriers restants devront soit être reclassés dans votre usine d'Yverdon, soit être mis en pré-retraite, soit être licenciés. Vous avez donc décidé de porter le coup ultime à ma région.

Ici, bien sûr, les autorités se préoccupent de ce drame, tout comme la popula-

tion dans son ensemble, tout comme les partis et les syndicats. Vous êtes bien placé pour savoir qu'ils ne pourront rien contre votre multinationale.

Pendant des années, vous avez utilisé le savoir-faire, la fidélité, l'enthousiasme des gens de chez moi. Maintenant, vous les abandonnez sans avoir un regard en arrière. Je trouve cela un peu facile.

Aujourd'hui je dis que
— vous avez sciemment organisé le démantèlement de l'usine de Sainte-Croix et vous préparez celui de celle d'Yverdon. En acquérant HPI vous avez éliminé un concurrent.

— vous êtes responsable des tragédies humaines qui se jouent chez moi. Des gens vont se retrouver déracinés. Déjà on observe des crises de nerfs et des dépressions dans vos ateliers.

— vous êtes en partie la cause de la fermeture des commerces, de l'exode de la jeunesse qui fait de Sainte-Croix un village de vieux.

— vous avez amené mes concitoyens à douter d'eux-mêmes.

— vous mentez lorsque vous leur dites qu'ils ne sont plus adaptés aux modes de

production modernes. Il ne tient qu'à vous de les initier à ces nouvelles technologies.

— vous mentez lorsque vous dites qu'il est inévitable de fermer des usines. Vous venez de racheter en Angleterre Acorn Computers qui n'est pas plus compétitif qu'HPI.

— vous mentez lorsque, par la bouche de la direction d'HPI, vous accusez la conjoncture internationale. Votre groupe a fait en 1984 600 millions de francs suisses de bénéfice.

Si vous le voulez, vous avez le pouvoir de maintenir les places de travail dans mon village.

Si vous le voulez, vous pouvez même en créer de nouvelles.

J'exige que vous vous engagiez à ne procéder à aucun licenciement, à aucun déplacement, à aucune suppression de poste par mise à la retraite. Je suis prêt à me battre par tous les moyens pour obtenir de vous cette assurance.

Michel Bühler

(Cf. notre article p. 4.)

Libérez Clive Loertscher

Le 10 juin dernier, devant le Conseil national, le conseiller fédéral Pierre Aubert répondant à une interpellation urgente de la députée vaudoise Françoise Pitteloud, manifestait un optimisme certain quant à la libération prochaine de Clive Loertscher, tout en enjoignant les amis du syndicaliste à faire preuve de réserve dans leur action et de modération dans leurs propos.

Or, aujourd'hui, soit près de trois semaines après cette déclaration, et en dépit du respect des consignes de prudence émises par le chef de la diplomatie helvétique, Clive Loertscher est toujours emprisonné à Varsovie, alors même que l'instruction le concernant aurait dû se terminer à mi-juin et contrairement aux assurances que semble avoir données l'ambassadeur de Pologne au conseiller fédéral Aubert.

Plus grave encore, il semble qu'une nouvelle arrestation — susceptible d'être mise en relation avec l'arrestation de l'éditeur Bielecki, tout comme l'a été celle de Clive Loertscher — soit intervenue récemment, laquelle pourrait déboucher sur une prolongation de l'instruction le concernant.

A nos yeux, il s'agit là d'une nouvelle provocation du gouvernement polonais. De fait, au rythme auquel se produisent les arrestations ac-

tuellement en Pologne, les prétextes pour maintenir Clive Loertscher en prison ne sauraient manquer. De plus, cette manière de faire met en évidence la désinvolture avec laquelle les autorités polonaises traitent le gouvernement de notre pays, n'hésitant pas à revenir sur les promesses de libération qu'elles lui ont faites.

Vu cette situation, nous demandons solennellement aux autorités fédérales de protester énergiquement contre ce nouveau pas que n'ont pas hésité à franchir les autorités polonaises à l'encontre des relations existant entre la Suisse et la Pologne. Nous demandons également que le gouvernement suisse use de tous les moyens à disposition pour faire libérer Clive Loertscher immédiatement et plus généralement pour que soient respectés les droits fondamentaux en Pologne.

Afin de souligner le caractère impératif de cet appel, nous organisons dès lundi 1er juillet une tournée d'information et de manifestations en Suisse, destinée à marquer notre détermination à ne pas oublier ceux qui sont victimes de la répression.

Collectif de défense pour la libération de Clive Loertscher

(Cf. notre article p. 13.)



rencontre nationale publique
organisée par "Etre solidaires"
le samedi 19 octobre à Zurich

De nombreuses organisations soutiennent cette manifestation. Elles se sont mises ensemble pour dire clairement et publiquement qu'il faut vaincre la xénophobie par la solidarité. Programme détaillé dans *La Brèche* de la rentrée.

DES PRÊTS BANCAIRES POUR L'AFRIQUE DU SUD

Le Programme de lutte contre le racisme du Conseil oecuménique des Eglises a organisé, du 20 au 23 mai 1985, un atelier à Francfort, RFA, sur le thème "Les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud". Une des études présentées à Francfort, "Prêts bancaires à l'Afrique du Sud, mi 1982-fin 1984", vient d'être publiée et mise à la disposition du public. (...)

L'étude relève 98 prêts destinés à des emprunteurs sud-africains pour un total d'environ 4244 millions de dollars au cours de la période concernée. C'est le montant le plus élevé jamais noté dans une période de durée comparable. Deux cent deux banques enregistrées dans 18 pays sont impliquées dans ces transactions de prêts. Après que des grandes banques des Etats-Unis, comme la Citibank, ont décidé de s'abstenir de tout prêt bancaire à l'Afrique du Sud, des banques d'Allemagne fédérale et de Suisse sont indentifiées comme gestionnaires principaux des obligations publiques. Les banques des Etats-Unis ont cependant augmenté considérablement le volume de leur participation aux prêts entre banques destinés à l'Afrique du Sud. Une banque du Royaume-Uni, la Hill Samuel, est la première en importance parmi les 20 banques les plus engagées dans ces prêts.

Cette année-ci, les banques semblent tout aussi désireuses d'offrir des prêts à l'Afrique du Sud. Dans la seule période de janvier à juin 1985, déjà 16 nouveaux emprunts ont été faits, pour un montant total de 700 millions de dollars. (...) L'étude sus-mentionnée peut être commandée (en anglais) au Conseil oecuménique des Eglises, Programme de lutte contre le racisme, BP 66, 1211 Genève 20.

Communiqué de presse du MAAS et d'Aktion Südafrika-Boycott
(Cf. notre article p. 12.)

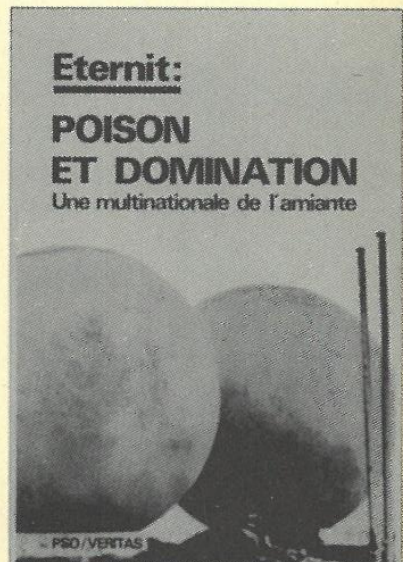


POUR L'ÉTÉ...

Permettez-nous quelques suggestions pour vos vacances qu'on vous souhaite bonnes, chaudes et... studeuses.



Revue bimensuelle d'information et d'analyse de la IV^e Internationale. En vente dans nos locaux et par abonnement.



Editions Veritas, case postale 355, 8031 Zurich, 1983. 185 p. Fr. 24.50.



Fr. 4.-. PSO, 3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne.

PARUTION DE "LA BRÈCHE"

Ce numéro 345 est celui que vous allez emporter avec délice pour vos vacances. Nous retrouverons nos lecteurs, nos lectrices et nos abonné(e)s le samedi 24 août 1985.

SOMMAIRE

EDITORIAL

Pilatus PC-7 : guerre au désarmement 1

POLITIQUE

Protection contre les licenciements : à maigrir trop vite, on risque la syncope 3

Droit de grève : le Tribunal fédéral... au XIXe siècle 3

SOCIAL

Nord-vaudois : Olivetti, la menace 4

Fribourg : 90 licenciements chez Villars, entretien avec un ouvrier 4

ENQUÊTE

Industries pharmaceutiques : les vampires du médicament 5-6-7

Quand l'industrie pharmaceutique achète la loi 5

Les déchets de Ciba-Geigy 5

Médicaments et profits 6-7

FEMMES

Travail à domicile : libre chez soi 8

Ils les aiment flexibles 8

Travail de nuit : guerre psychologique 8

DOSSIER

Hiroshima, août 1945 : ici commencent d'autres guerres 9

Conséquences d'une guerre atomique : l'hiver nucléaire 10-11

La guerre des désespérés 11

INTERNATIONAL

Dettes du tiers monde : l'holocauste impérialiste 12

AFRIQUE DU SUD : des réformes de façade, entretien avec Motsomi Mokhele 12

ETATS-UNIS : le temps de la barbarie 13

POLOGNE : la "VO" lave plus blanc ! 13

SPORT

Compétition sportive : le football meurtrier, entretien avec J.-M. Brohm 14

A LIRE

Trois livres : "Une guerre de cent ans", "Moi et les autres", "La forteresse européenne et les réfugiés" 15

L'ÉVÈNEMENT

Une internationale de l'anticommunisme : la secte Moon 16

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50

une année, env. ouverte . . . 45.-

une année, env. fermée . . . 55.-

une année, étranger (Europe) . 80.-

abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne (021) 20 98 49

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,

case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91

case postale 82, 1020 Renens VD 1

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon

Protection contre les licenciements :

Mardi 18 et mercredi 19 juin, le Conseil national a joué le premier round de la bataille législative de la protection des travailleurs contre les licenciements.

Tout d'abord, un bref rappel nécessaire. Le Code des obligations (CO) ne prévoit, actuellement, que fort peu de choses pour lutter contre l'arbitraire patronal. L'essentiel est de respecter un délai (7 jours, un mois, deux mois, trois mois selon l'ancienneté), un terme (fin d'une semaine, d'un mois, d'une saison) et une forme (la partie qui donne le congé à l'autre doit le faire directement sans passer par un tiers). S'ajoutent à cela des immunités dans quelques situations particulières (les 4 premières semaines d'une maladie, 8 semaines dès la deuxième année d'ancienneté, les 8 semaines qui précèdent et les 8 semaines qui suivent un accouchement, les 4 semaines qui précèdent et les 4 semaines qui suivent une période de service militaire). Ainsi, une femme enceinte peut parfaitement être licenciée du fait de son état, un accidenté du travail également, un militant syndical membre d'une commission du personnel ou bien encore un travailleur dont le seul tort aurait été de demander l'application d'un droit contractuel... La Suisse se distingue en étant ainsi le seul pays d'Europe à ne pas avoir dans sa législation du travail une réelle protection contre les licenciements. Bien sûr, une loi ne remplacera jamais le rapport de forces pour faire reculer un patron sur la question de l'emploi. Mais il faut bien voir qu'à part les licenciements collectifs, où la mobilisation a plus de chance de se faire (à condition de le vouloir...), il existe tous les jours des attaques aux travailleurs, en particulier par le licenciement individuel. Et dans ces cas, le recours à la

À MAIGRIR TROP VITE, ON RISQUE LA SYNCOPÉ

législation est nécessaire pour se battre. Il nous faut donc utiliser tous les moyens... même légaux !

L'initiative populaire des syndicats chrétiens visait principalement à exiger du patron la motivation par écrit, sous peine de nullité, du licenciement de manière à ce qu'il porte, lui, le "fardeau de la preuve", c'est-à-dire que ce soit à lui de démontrer que le licenciement correspond à un "intérêt légitime et prépondérant" de l'employeur. Cela reviendrait à interdire le licenciement fait en violation des droits de la personnalité ou discriminatoire. Un licenciement injustifié serait annulé avec la réintégration comme conséquence, sous réserve de dommages et intérêts. De plus, une législation appropriée devait être mise sur pied pour les licenciements économiques.

Dans sa proposition de contre-projet, le Conseil fédéral remplaçait la notion de "licenciement injustifié" par "licenciement abusif" ce qui, en droit, est beaucoup plus restrictif au détriment des travailleurs. Il conservait cependant l'obligation de motiver, mais la conséquence d'un licenciement dit abusif n'était pas la réintégration mais le versement d'une indemnité pouvant aller jusqu'à 12 mois de salaire. Depuis plus d'une année, le camp patronal multiplie les prises de positions et les pressions pour refuser toute idée d'un renforcement de la protection contre le licenciement, estimant que cela serait une "rigidité" empêchant une "nécessaire évolution de la structure des entreprises". En fait de rigidité, c'est le patronat qui en offre un bon exemple en faisant toujours le même discours depuis plus d'un siècle...

Ainsi, la commission du Conseil national a coupé encore dans le contre-projet du Conseil fédéral faisant d'un texte pouvant servir de base sérieuse d'évaluation quant au maintien ou non de l'initiative une passoire sans grand intérêt. C'est ce texte-là que des conseillers nationaux ont encore trouvé "trop progressiste" (en particulier le libéral vaudois Bonnard dont le plaidoyer en faveur des négociations directes entre syndicats et patronat aurait plus de poids s'il avait un début de vérification dans la pratique...). Le textecroupion qui est sorti des débats, améliorant d'un cheveu la protection pour les travailleurs malades mais la refusant pour les membres de commissions d'entreprise, ne donnant rien de plus pour les femmes enceintes que ce qui a déjà été acquis dans la révision de la loi sur l'assurance-maladie (LAM), sera encore filtré par la chambre haute : autrement dit, il n'en restera rien.

1986 sera donc une année agitée du point de vue législatif, puisque le peuple aura à se prononcer sur l'initiative, avec ou sans contre-projet, celle-ci ne pouvant pas être retirée. Aux forces populaires, syndicales et politiques progressistes de savoir faire, dans la pratique sociale, le lien entre cette bataille et toutes les autres, sur le terrain des licenciements concrets.

Bruno Clément,
secrétaire de la CRT (Confédération romande du travail)



Les grévistes d'Eschler-Urania SA : droit de grève si...

Droit de grève :

LE TRIBUNAL FÉDÉRAL AU... XIX^e SIÈCLE

La Charte sociale européenne — pas encore ratifiée par la Suisse — garantit le droit de grève; le Tribunal fédéral non. La législation helvétique est curieusement silencieuse sur cette question. C'est ce que vient de confirmer le Tribunal fédéral qui ne veut pas se prononcer sur le fond, mais qui, ce faisant, arrange le patronat et la droite la plus réactionnaire. Une décision qui nous ramène tout droit au XIX^e siècle.

Tout a commencé en 1979 dans l'entreprise Eschler-Urania SA (entreprise de pièces détachées pour véhicules automobiles) à Rengensdorf, dans le canton de Zurich. Dix travailleurs, soutenus par la Fédération chrétienne des ouvriers sur métaux (FCOM), avaient engagé une lutte pour le maintien de l'emploi et en solidarité avec le président de la commission d'entreprise, licencié en douce par la direction. Ils craignaient d'autres licenciements et avaient cherché à discuter avec la direction de l'entreprise. Devant le refus de cette dernière, ils s'adressèrent, le 15 mai 1979, à l'Office cantonal zurichois de conciliation. Au lieu de convoquer immédiatement les travailleurs, l'Office fixa une première séance trois semaines plus tard, le 8 juin. En effet, le président du Conseil d'administration d'Eschler-Urania SA, occupé soignant par les multiples engagements de sa profession d'avocat, ne pouvait se libérer plus tôt! Rien ne venant de la direction, les travailleurs décidèrent le 30 mai, de se mettre en grève. La direction riposta durement. Le lendemain elle adressait une lettre aux grévistes exigeant la reprise du travail, sans quoi tous seraient licenciés avec effet immédiat.

Les travailleurs décidèrent, le 5 juin, de reprendre le travail le matin suivant. C'était trop tard : la direction avait déjà envoyé les lettres de licenciement!

Droit de grève si...

La FCOM décida de recourir contre les licenciements en s'adres-

sant aux tribunaux. Le Tribunal de première instance zurichois rejeta le recours, en arguant de l'inexistence d'une protection de l'exercice du droit de grève contre la menace du licenciement. Le Tribunal supérieur, saisi d'un recours contre ce jugement scandaleux, admit l'existence d'une telle protection du droit de grève, à condition toutefois que ce droit se soit exercé dans des conditions restrictives bien déterminées.

Selon ce tribunal, la grève serait conforme à la loi et ne violerait pas les dispositions du contrat individuel de travail que si elle est menée par une organisation syndicale représentative, qu'elle poursuit des buts pouvant être réglés dans une convention collective de travail, qu'elle respecte l'obligation de paix du travail et qu'elle ne soit pas — il faut colmater toutes les brèches juridiques imaginables — "disproportionnée"! En l'espèce, le Tribunal supérieur a admis la réalisation de ces conditions et a, par conséquent, donné raison aux grévistes.

Tribunal fédéral, patrons :
même combat

Eschler-Urania SA fit immédiatement recours contre ce jugement zurichois auprès du Tribunal fédéral, sûre qu'elle était de pouvoir bénéficier d'une oreille compréhensive! Elle ne s'est malheureusement pas trompée.

Le Tribunal fédéral a pris une décision politique. Avec la crise, les questions de la protection contre les licenciements et des droits des

travailleurs d'agir contre le risque de chômage ont pris une tout autre actualité. Les récentes discussions aux Chambres fédérales sur la protection contre les licenciements suscitées par la réforme du droit du travail et l'initiative populaire des syndicats chrétiens en la matière le démontrent.

La Haute Cour savait pertinemment qu'en confirmant le jugement zurichois, elle légitimait, dans les limites indiquées plus haut, le recours à la grève, sans risque de licenciements immédiats. Une décision contraire, par contre, serait interprétée comme un refus de reconnaître la légalité de l'exercice du droit de grève. C'est la deuxième voie qui a été choisie, en prétendant qu'il fallait laisser les mains libres aux Chambres fédérales pour discuter et décider dans quelle mesure la protection des travailleurs contre les licenciements doit être renforcée.

Se soumettre ou partir

Le Tribunal fédéral a ainsi jugé qu'en se mettant en grève avant la séance de conciliation, les travailleurs ont commis une faute justifiant leur licenciement immédiat! En revanche, le patronat, lui, était en droit de faire traîner les choses et de menacer les travailleurs. Bel exemple d'une justice de classe! Car le Tribunal fédéral oublie — plus précisément il nie — que les travailleurs se trouvent dans un rapport de subordination juridique. Les patrons peuvent licencier, c'est-à-dire user de violence à l'égard des salariés, alors que ceux-ci n'ont — comme toujours — que le droit de se soumettre ou de partir. Gageons que seule une renaissance de la combativité ouvrière pourra imposer aux institutions bourgeoises la reconnaissance d'un droit de l'homme élémentaire, le droit de grève!

A. Meylan

Nord-vaudois :

OLIVETTI, LA MENACE

Les vautours se rendent ponctuellement à leur repas. Une année après avoir déjà essayé de fermer l'usine Hermes Precisa International (HPI) de Sainte-Croix, la direction d'Olivetti - HPI remet ça avec un nouveau plan de démantèlement.

Mais cette année, la situation est encore plus grave pour Sainte-Croix. Outre les quelque 270 emplois menacés de l'usine HPI, les



Manif de protestation à Sainte-Croix en mars 1984 : "maintenir nos emplois là où ils sont".

magasins Gonset ont annoncé leur fermeture, et une entreprise de mouvements de boîtes à musique, Lador SA (120 salariés), vient de déclarer faillite. Au total, 400 emplois sur 1000 risquent de passer à la trappe !

Olivetti a les reins solides

Mais quel est donc ce patron qui prétend avoir le couteau sur la gorge et être obligé de fermer HPI Sainte-Croix ? Olivetti. Olivetti, c'est une des trois plus puissantes multinationales du monde de la bureautique, une entreprise dont la production est à la tête du progrès technologique. Rien à voir donc avec un canard boiteux. Ses bénéfices ont d'ailleurs littéralement explosé au cours des deux dernières années : 182 millions en 1983 (soit 49 o/o de plus que l'année précédente) et 310 millions en 1984 (soit une nouvelle augmentation de 69 o/o).

Voilà le "miséreux" contraint à son corps défendant de supprimer 300 emplois vitaux pour toute une région.

Olivetti a plus que les ressources nécessaires pour maintenir tous les emplois à Sainte-Croix comme à Yverdon. Il est plus que légitime d'exiger qu'il maintienne tous les emplois des deux usines d'HPI. On l'avait d'ailleurs promis lors du rachat !

Ces emplois sont vitaux pour Sainte-Croix. Sans eux, la région est menacée de mort lente, de désertification. Sans eux, impossible de pouvoir continuer à vivre et travailler au pays. Le droit à la survie pour une cité et sa région doit primer sur toute autre considération, et surtout sur l'unique motivation qui pousse de Benedetti (le patron d'Olivetti) à saccager l'avenir de Sainte-Croix : augmenter encore ses super-profits.

Construire la solidarité

Il y a une année déjà que la direction d'Olivetti rêve du démantèlement de l'usine de Sainte-Croix.

L'année passée, il a heureusement été possible de bloquer l'application de ce plan. Grâce à une pétition, signée par 246 travailleurs de l'usine et une pétition de soutien, signée par plus de 800 habitants de la cité, grâce aussi à une manifestation qui a regroupé 400 personnes. Bien que ces actions aient été à l'époque dénoncées par la FTMH (syndicat de la métallurgie et de l'horlogerie) comme le produit de "forces négatives", ce sont elles qui ont permis de gagner ce répit.

Aujourd'hui à nouveau, la solidarité et la détermination des travailleurs de HPI, ainsi que l'appui que peuvent leur apporter les habitants de Sainte-Croix et les travailleurs du canton sont les seules véritables armes à disposition pour défendre les emplois contre les dents longues de de Benedetti.

Quel réalisme ?

Mais ne faut-il pas admettre, comme certains "réalistes", que HPI c'est de toute façon fini et qu'il faut chercher ailleurs ?

A qui peut bien servir ce "réalisme" ?

En tout cas pas aux travailleurs de HPI, ni aux habitants de Sainte-Croix. Pour eux, le seul réalisme possible, c'est le maintien de tous les emplois là où ils sont. Sans quoi, Sainte-Croix risque bien de devenir une ville morte, et pas seulement pour un après-midi.

Dans ce sens, la "solution" de l'industriel providentiel reprenant HPI est tout à fait illusoire. C'est pourtant le faux espoir que répand systématiquement la FTMH. L'expérience a pourtant montré ce qu'il

faut en penser. Depuis une année, HPI cherche à louer les locaux vides de l'usine. Sur les 18 000 m² à disposition, seuls 600 (!) ont trouvé preneur. Trois fois rien !

Ce n'est pas non plus en proposant maintenant le chômage partiel ou des retraites anticipées qu'il est possible de défendre et sauver les emplois. Chaque fois que de telles mesures ont été introduites, elles ont toujours débouché, au bout du compte, sur de nouveaux licenciements. Les travailleurs de HPI en font l'amère expérience depuis cinq ans.

Il faut agir !

Une action solidaire des ouvriers de HPI et des habitants de Sainte-Croix est - comme l'année passée - indispensable.

Le 26 juin, à l'appel de la FTMH, plus de 600 Sainte-Croix étaient réunis dans la salle communale. Ce nombre impressionnant montre qu'il est possible de construire une vraie solidarité, déterminée et active. Malheureusement, la FTMH s'est refusée à faire la moindre proposition d'action, comme si elle voulait ne faire de cette assemblée qu'un vaste exutoire collectif, ne pouvant déboucher finalement que sur un sentiment d'impuissance.

Choisir cette voie, c'est choisir la voie de la défaite assurée.

Or, il faut agir (une nouvelle manifestation, une assemblée du personnel à la reprise du travail, un voyage de protestation à Ivrea, le siège d'Olivetti...), c'est la seule chance pour sauver les emplois à Sainte-Croix. Le PSO, quant à lui, a appelé à la constitution d'un comité unitaire de soutien dans le Nord-vaudois et il fera tout pour mettre sur pied la solidarité la plus vaste avec les travailleurs d'HPI.

Jean Fleury

Canton de Fribourg :

90 licenciements chez Villars

* ENTRETIEN AVEC UN OUVRIER *

L'entreprise chocolatière Villars, à Fribourg, ferme. Dès la fin des années soixante-dix, cette boîte connaissait de sérieuses difficultés. Les actionnaires ont ratifié, le 19 juin dernier, une convention avec Cremo SA, propriété de sociétés laitières fribourgeoises et vaudoises, au terme de laquelle celle-ci détendra le 75 o/o du capital de la nouvelle société des chocolats et cafés Villars SA. Cette opération se soldera par quelque 90 licenciements, sur 170 salarié(e)s, alors que la direction n'en avait toujours annoncé qu'une cinquantaine.

La Brèche s'est entretenue avec un ouvrier de chez Villars, que nous appellerons Alfred pour préserver son anonymat, et qui s'exprime notamment sur l'absence de réactions du syndicat de cette branche, la FCTA (Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation).

La Brèche : Depuis quand les travailleurs/euses de Villars étaient-ils au courant des difficultés de l'entreprise ?

Alfred : Depuis trois bonnes années, nous savions qu'il y avait des problèmes chez Villars. Au début, la direction était plutôt optimiste. On nous disait qu'on

était simplement dans les chiffres rouges. Mais par la suite, c'est devenu plus grave. La direction a alors demandé qu'on fasse des progrès, que c'était à cause des ouvriers, qu'on n'était pas assez productif, pas assez rentable.

* Pourtant en août-septembre 1984, Villars a introduit le travail

continu en deux équipes : de six heures du matin à 22 heures. Pourquoi la direction a-t-elle pris une pareille mesure ?

- Cette mesure a été prise à la suite de l'engagement d'un nouveau responsable de la vente aux grandes surfaces. Il a forcé sur les commandes et certains ont dû travailler en équipes. Les rythmes de travail ont même été augmentés. Résultat : les stocks se sont accumulés et une grande partie de la marchandise n'a pas été vendue, aujourd'hui encore. Là, la direction s'est complètement trompée.

* Au départ, la direction parlait d'une cinquantaine de licenciements. On sait maintenant qu'il y en aura au moins 90. Comment les gens ont-ils réagi ?

- Tout le monde est très tendu. Il faut savoir que la majorité des travailleurs/euses ont plus de 30 ans. La plupart d'entre eux sont non-qualifiés. Les gens ne savent pas ce qui les attend.

* Et le plan social ?

- Pour l'instant, on n'en sait rien.



Chocolat Villars : des têtes de nègre à la... déconfiture.

* Il y a à peu près une centaine de syndiqués FCTA chez Villars. Comment le syndicat a-t-il réagi et qu'a-t-il proposé pour défendre les intérêts des travailleurs ?

- Moi, qui étais membre du syndicat, j'en suis profondément déçu. Les responsables syndicaux se sont plus occupés des patrons que des ouvriers. Par exemple, lorsque la direction n'a pas voulu compenser les salaires sur le renchérissement¹, la FCTA n'a pas bougé. Le syndicat ne nous a rien dit. Et les travailleurs n'osaient rien faire, tout le monde avait peur de l'avenir. Chacun craignait d'être licencié. Moi, j'attendais du syndicat qu'il nous épaulé, qu'il nous défende. Il aurait au moins pu chercher d'avoir plus de contacts avec les travailleurs, d'organiser une assemblée générale pendant les heures de travail où on aurait pu discuter des solutions possibles. Même l'information que le syndicat détenait n'est pas passée. La direction de l'entreprise nous a plus informés sur la situation que la FCTA.

J'étais syndiqué depuis trois ans, et la seule chose que j'ai vue c'est qu'il fallait payer régulièrement des cotisations. Je suis persuadé que la FCTA aurait pu entreprendre quelque chose pour bouger les gens, mobiliser l'opinion publique. Les travailleurs auraient suivi et en plus la FCTA aurait probablement gagné de nouveaux membres. Depuis cette affaire, il y a eu une bonne dizaine de démissions - dont moi - de la FCTA.

Il faut ajouter que les syndiqués de la boîte avaient peur de réagir, à cause de la menace des licenciements.

Propos recueillis par
P. Girardet

1. La FCTA et la FCTCA (le syndicat chrétien) étaient associées depuis plus de deux ans aux négociations avec la direction de l'entreprise pour trouver une issue. A plusieurs reprises, les syndicats ont accepté que les salaires ne soient ni indexés ni augmentés réellement. On voit aujourd'hui à quoi a servi ce "réalisme" syndical.

Industries pharmaceutiques :

LES VAMPIRES DU MÉDICAMENT

Les multinationales de la pharmacie et de la chimie possèdent des moyens fantastiques pour préserver et développer leurs intérêts privés, souvent meurtriers. On se souvient du célèbre SMON (dégénérescence du nerf optique), engendré par un médicament de Ciba-Geigy, qui avait gravement handicapé des dizaines de milliers de Japonais dans les années soixante. Plus récemment, il y eut le scandale d'Icmesa (filiale d'Hoffmann-La Roche) à Seveso (Italie) et l'incroyable randonnée des fûts de dioxine, recherchés pendant des mois. Ces différents exemples, et il y en a bien d'autres, illustrent la puissance et l'irresponsabilité — conséquence de la loi du profit maximum — des grandes firmes de ce secteur.

Nous publions ci-dessous et dans les deux pages suivantes trois articles qui mettent en relief les mécanismes qu'utilisent ces "vampires du médicament" afin de s'imposer partout dans le monde, et ceci au mépris de la santé des populations concernées.

Allemagne de l'Ouest :

Quand l'industrie pharmaceutique achète la loi

On commence à s'habituer aux affaires de corruption qui défrayent régulièrement la chronique allemande. Chaque trimestre apporte son lot de scandales. Le dernier en date, révélé par l'hebdomadaire *Der Spiegel*, est pas mal non plus. Il souligne, si besoin était, l'influence déterminante dans les décisions politiques que peuvent avoir les trusts de la pharmacie et de la chimie. La Fédération allemande de l'industrie pharmaceutique (BPI) a versé des millions de deutschemarks à des politiciens et des hauts fonctionnaires afin de pirater une loi visant à réglementer le marché des médicaments.

Tout commence dans le coffret de la Société de Banque Suisse à Zurich où un certain Hans-Otto Scholl a déposé des documents. Ex-président de la Fédération du Parti libéral de Rhénanie-Palatinat, ex-président de la BPI et actuel inculpé pour un hold-up d'une bijouterie de Baden-Baden, ce gentleman cambrioleur avait caché derrière le secret bancaire suisse une partie de son butin et... des listes et des papiers compromettants.

Un marché de 15 milliards

A partir de ces documents, le *Spiegel* a pu reconstituer cette affaire de pots-de-vin.

Durant les années soixante-dix et jusqu'au début de 1980, la BPI, par l'intermédiaire de son président Scholl, s'est achetée les services de nombreux hommes politiques de la démocratie-chrétienne (CDU/CSU), du Parti libéral (FDP) et de quelques responsables de la social-démocratie (SPD). Le but de l'opération : vider de sa substance une loi déposée au Parlement en 1973 qui tentait de mettre un minimum

d'ordre dans le marché pharmaceutique inondé de médicaments douteux. En 1974, les caisses-maladie allemandes déboursaient 8 milliards de marks, uniquement pour frais de médicaments. Dix ans plus tard, cette facture est grimpée à 15,5 milliards (environ 13 milliards de francs). On mesure ici l'importance de l'enjeu que les trusts de la pharmacie ont tout fait pour sauvegarder. Or la moitié de cette augmentation, supportée par les cotisants aux caisses maladies, aurait pu être épargnée si la loi de 1973 était restée indemne. En outre, un tiers des médicaments, actuellement en circulation et dont l'efficacité est plus que discutable, aurait disparu des étagères.

Cachez-moi cette loi !

Lorsque Katharina Focke, ministre SPD de la santé, prépare le projet de loi, l'Office fédéral de la santé recense 70 000 médicaments, en majorité inutiles. Aussi le projet proposait-il de : freiner la multiplication des copies de médicaments ; limiter à cinq ans l'autorisation de

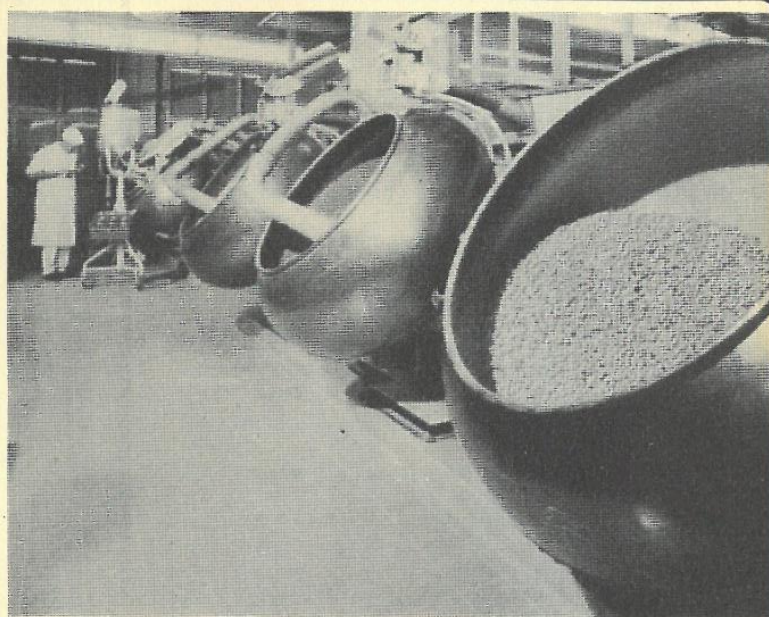
vente d'un produit, une prolongation étant possible à condition qu'aucuns effets secondaires ne soient apparus ; contrôler centralement la non-nocivité des produits ; restreindre la publicité encourageant l'utilisation sans réserve des médicaments ; etc.

Pourtant ces quelques mesures élémentaires sont déjà intolérables pour la BPI. Elle se lancera donc dans une véritable entreprise de corruption. Et elle en a les moyens, car elle regroupe des firmes comme Bayer, Hoechst, Boehringer Mannheim et Mercks qui totalisent un chiffre d'affaires annuel d'à peu près 20 milliards de marks (16 milliards de francs).

Les enquêteurs ont ainsi découvert que Hoechst a distribué à la CDU/CSU et au FDP environ 5 millions de marks, Thomae (une autre entreprise de la branche) 2 millions et Bayer en tout cas 500 000 marks. Cet argent a notamment servi à financer les campagnes électorales de ceux qui allaient par la suite défendre au Bundestag les intérêts de la BPI. Des personnalités comme Alfred Dregger, chef du groupe parlementaire CDU/CSU, figurent sur les listes de Hans-Otto Scholl.

Leur travail de sape fut d'ailleurs efficace : la loi a bel et bien été sérieusement rognée. Le marché des médicaments reste une jungle où les plus forts continuent à s'en mettre plein les poches. Ah ! le charme "discret" de la démocratie bourgeoise.

P. Girardet



Une mer de médicaments, un océan de profits.

Les déchets de Ciba-Geigy

Les habitants de Lavalette, station de villégiature au bord de l'océan, à quelques kilomètres de New York, ont constitué un Comité de citoyens riverains de l'océan contre la pollution des eaux. Ils ont appris en effet que depuis 19 ans (!) Ciba-Geigy déverse dans l'océan plusieurs millions de litres par jour d'eaux usées contenant des substances toxiques.

Ces substances proviennent de son usine de production de résines synthétiques et teintures de Toms Rivers, occupant 1300 ouvriers. Des chimistes employés par l'Etat ont suggéré que ces substances pourraient être cancérogènes pour l'homme. Ciba-Geigy, pour sa part, a toujours prétendu le contraire et fondait ses arguments sur des expériences faites sur la... crevette. Elle continuait donc à déverser ses déchets en toute impunité.

Décharge illégale et dioxine

Deux événements récents ont infirmé la crédibilité de Ciba-Geigy. Une fuite, en avril 1984, dans le pipe-line provenant de Toms Rivers a contaminé un puits d'irrigation de la région, mettant en évidence le mauvais entretien des installations de traitement des eaux usées. Mais, surtout, c'est la découverte d'une décharge contenant 100 000 tonnes de déchets ultra-toxiques qui a le plus éveillé l'attention de la population. La décharge était non seulement illégale, mais en plus les tonneaux n'étaient pas hermétiques. La fuite contamina cette fois-ci des nappes phréatiques très probablement avec de la dioxine (*La Liberté*, 29 mai 1985).

Pollueur mais philanthrope ?

On est chaque fois frappé par la désinvolture avec laquelle les grandes entreprises pharmaceutiques et chimiques suisses détruisent l'environnement et les hommes avec leurs déchets toxiques. Tout le monde a en mémoire l'affaire de Hoffmann-La Roche et l'entreprise Mannesmann qui était chargée de la débarasser, comme bon lui semblait, des fûts de dioxine de Seveso. L'attitude de Ciba-Geigy relève du même comportement criminel.

Pourtant, dans les journaux d'avril, le monde entier aura appris que Ciba-Geigy a généreusement accordé un don de dix millions de francs à l'OMS (Organisation mondiale de la santé) pour un programme de lutte contre les maladies diarrhéiques. Pour sauver les cinq millions d'enfants qui meurent

SANDOZ ET LA FAIM DANS LE MONDE

L'Organisation internationale des unions de consommateurs (IOEU) annonce dans un document que l'industrie pharmaceutique, helvétique entre autres, réalise d'importants bénéfices en vendant dans des pays frappés par la famine des produits stimulant l'appétit. Les firmes dénoncées sont : Sandoz, Mercks, Sharp & Dobme. Le Mosegor et le Periacin sont les médicaments incriminés. Ce dernier produit est interdit de vente comme stimulant de l'appétit aux Etats-Unis depuis 1971 déjà. Ses effets sont jugés insuffisants par les experts. Cela n'empêche pas que le marché mondial du Mosegor et du Periacin est évalué à plus de 100 millions de dollars, le tiers monde faisant partie de ce marché. La publicité utilisée là-bas est du reste totalement contradictoire avec celle développée dans les pays industrialisés. Aujourd'hui le tiers monde compte plus de 800 millions de sous-alimentés. Sans commentaire.

chaque année dans le tiers monde ? Philanthrope Ciba-Geigy ? Non, hypocrite. Car la prévention des diarrhées mortelles de l'enfant passe en premier lieu par une alimentation protéino-calorique suffisante lui permettant de se défendre contre l'infection. D'autre part, parce que le principal souci de Ciba-Geigy dans cette affaire est de sauvegarder son marché à la suite du retrait de deux de ses médicaments antidiarrhéiques : le Mexaform et l'Entéro-Vioform. Le soulagement médicamenteux des symptômes des diarrhées d'enfants et d'adultes malnutris dans le tiers monde représente un marché considérable, un véritable tonneau des Danaïdes pour les budgets des économies dépendantes.

Peter Kunz

Les trusts pharmaceutiques ne fonctionnent pas pour le bien de l'humanité; ils existent pour faire des profits. Si, par hasard, leurs activités contribuent au bien des malades, c'est un bonus qu'ils utiliseront pour leur publicité. (...) Pour ceux qui s'intéressent au bien général, le problème consiste à définir la frontière entre la prudence naturelle et la recherche sans scrupule de profits.

L'exemple classique est l'histoire de la Thalidomide. Introduit en 1957 comme tranquillisant par Grunenthal Chimie (Allemagne fédérale), ce médicament représentait, en 1961, plus de la moitié des revenus dus aux ventes de l'entreprise. En Angleterre, il était vendu sous le nom de Distaval. Grunenthal affirmait qu'il était absolument sans danger. Les notices accompagnant ce médicament indiquaient même: "Distaval peut être administré en toute sécurité aux femmes enceintes." Pourtant aucun test sur les effets secondaires possibles sur le fœtus n'avait été effectué. En novembre 1961, un docteur de Hambourg avertissait discrètement Grunenthal de l'existence d'un lien entre la Thalidomide et la phocomélie (malformation touchant les nouveau-nés, aujourd'hui connue comme conséquence de ce médicament). La firme allemande ignore tout simplement cet avertissement et continua à commercialiser la Thalidomide tout en garantissant sa sécurité. Lorsqu'un journal allemand rendit publique cette affaire, Grunenthal monta une véritable campagne contre les médecins qui osaient critiquer le médicament. Cependant, en novembre et décembre 1961, la Thalidomide est retirée du marché allemand et scandinave. Mais il fallut trois mois pour qu'une mesure semblable soit prise en Argentine, et dix mois en Italie. Entre temps, la Thalidomide avait été diffusée sous plus de 50 noms différents, une des causes essentielles expliquant le retard de son élimination.

DES MILLIONS POUR... LA PUBLICITÉ

On recense d'autres exemples du même genre avec l'Entero-Vioform (clioquinol), l'analgésique Lomotil et l'anti-inflammatoire Cibalgin. En 1960, Ciba-Geigy, producteur d'Entero-Vioform, a versé 490 millions de dollars de compensation aux dizaines de milliers de victimes japonaises atteintes du SMON. Cette maladie se caractérise par la paralysie de la partie inférieure du corps et la dégénérescence du nerf optique.

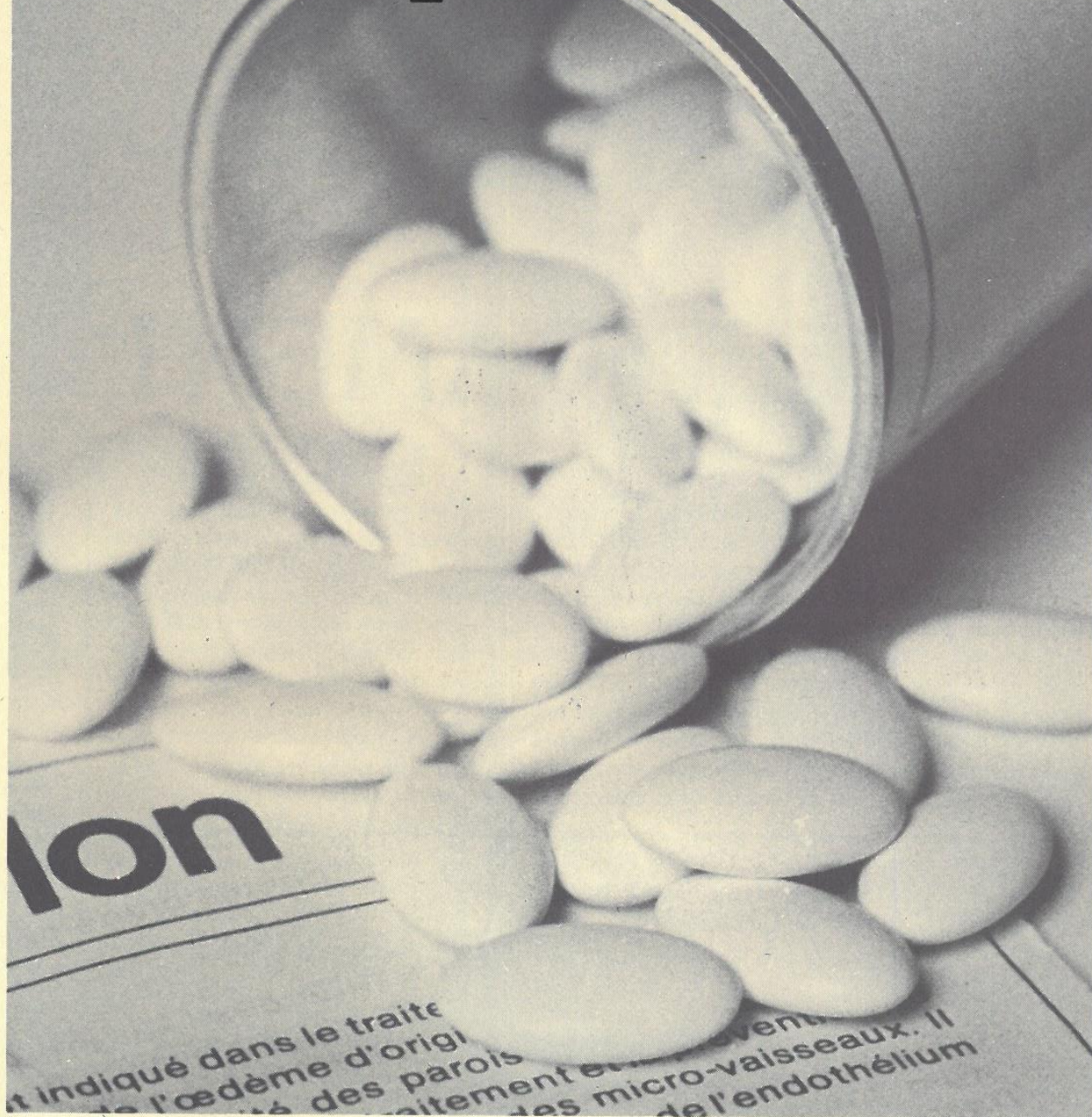
Concernant les effets secondaires dangereux, certaines firmes sont moins scrupuleuses dans le tiers monde que dans les pays industrialisés. Ainsi, pendant des années, Searle (firme américaine) a vendu du Lomotil, un médicament anti-diarrhée, dans des pays du tiers monde sans prévenir qu'il pouvait provoquer le coma chez les enfants en bas âge. Cibalgin (Ciba-Geigy) faillit tuer un enseignant anglais au Mozambique en 1979 alors que l'entreprise suisse avait promis, dès 1977, de retirer du marché les produits contenant de l'aminopyrine.

Dans l'industrie pharmaceutique, (...) les efforts de marketing et de promotion sont énormes. Mille médicaments environ sont vendus sous plusieurs milliers de noms différents dans pratiquement tous les pays du monde et les dépenses pour la publicité sont parmi les plus élevées comparées à celles des autres secteurs industriels. En 1966, aux USA, les dépenses totales des entreprises pharmaceutiques pour la publicité se montaient à 33 000 dollars par médecin. Les médecins sont en effet la cible des campagnes publicitaires. L'US Food and Drug Administration (département américain pour la nourriture et les médicaments) estime que la moitié des frais publicitaires passe dans les salaires et notes de frais des représentants en médicaments, car ceux-ci sont un des seuls "supports" publicitaires acceptables pour les médecins.

La pression pour la vente à tout prix est encore plus visible dans les pays du tiers monde, comme en témoigne la proportion représentant/médecin. Elle était, au début des années soixante-dix, de un représentant pour 14 médecins et de un pour 18, respectivement au Brésil et au Mexique. En Norvège par contre cette proportion atteint un pour 32. Partout dans le monde les représentants visitent les médecins de leur rayon en moyenne cinquante fois par année.

D'autres méthodes de promotion sont utilisées. Les symposiums professionnels qui permettent aux firmes de présenter leurs produits par l'intermédiaire de rapports neutres d'efficacité clinique. Ces rapports sont ensuite cités dans des comptes rendus et diffusés parmi l'ensemble des médecins. Les multinationales pharmaceutiques publient et distribuent gratuitement leurs propres périodiques, similaires aux revues professionnelles. Du reste, ces dernières sont largement financées par les annonces publicitaires pour des médicaments. (...) Le *Journal of the American Medical Association* recevait, à la fin des années soixante-dix, pour 7 millions de dollars par an pour ces annonces. (...) Les médicaments consommables sans ordonnance font également l'objet de nombreux spots télévisés. Lorsque le Conseil national des Eglises américaines analysa la publicité pour les médicaments, il découvrit qu'un spot sur huit, à la télévision américaine, présentait un médicament sans ordonnance. En outre, quatre des cinq plus gros annonceurs TV se recrutent parmi les compagnies pharmaceutiques. Une autre étude américaine mit en relief, en 1981, le fait qu'aucun spot publicitaire ne mentionne les contre-indications et les effets secondaires des médicaments. D'après cette recherche, 80 o/o des annonces encouragent l'utilisation sans réserve des produits pharmaceutiques.

Médicaments et profits



Nous publions ci-après de larges extraits d'une étude parue dans le New Scientist du 23 mai 1985 consacrée aux différentes méthodes utilisées par les multinationales de la pharmacie dans leur recherche effrénée de superprofits. L'auteur aborde plusieurs exemples, particulièrement frappants, qui montrent en quoi l'activité sangsue de ces trusts induit des coûts élevés supportés par l'ensemble de la société. Il cite également quelques cas où certaines compagnies n'hésitent pas à mettre en danger la santé de leurs clients par la vente de produits insuffisamment testés.*

L'auteur de cet article, Stanley Adams, sait de quoi il parle. Il a été en effet durant 21 ans un haut cadre d'Hoffmann-La Roche, travaillant en Afrique et en Amérique latine. Ayant constaté les abus incroyables auxquels peut se livrer pareille multinationale, il a dénoncé auprès de la CEE certaines opérations sur les prix des médicaments. Cela lui a valu de la prison — des indiscrétions ayant filtré — et, durant son temps de préventive, sa femme s'est suicidée. Stanley Adams raconte dans un livre (Roche contre Adams) toute cette dramatique histoire. Il est aujourd'hui considéré comme l'un des meilleurs connaisseurs de la "politique" des multinationales de la pharmacie.

* La traduction, le titre et les intertitres sont de la rédaction.

UNE "CONCURRENCE" SUR MESURE

Dans l'industrie pharmaceutique il n'y a pas de concurrence qui contraigne les prix à rester en relation avec les coûts. Le but principal des géants est de se partager le gâteau et d'en éliminer tous les intrus.

En 1969, la législation canadienne leva la plupart des protections des brevets du Valium (diazepam), ce tranquillisant fabriqué par Roche. Une petite entreprise du Canada, Frank Horner, tente alors de pénétrer le marché avec des pilules de diazepam meilleur marché que les Valium. Elle réussit même à en vendre à plusieurs hôpitaux. Roche contre-attaque en distribuant gratuitement 141 millions de tablettes de Valium, soit les fournitures d'une année entière. En juillet 1970, Frank Horner est obligée d'abandonner. L'affaire passa, en février 1980, devant la Cour de justice de l'Ontario. Hoffmann-La Roche fut déclarée coupable de concurrence déloyale pour pratique de prix fixé dans le but de nuire. Dans sa sentence, le juge releva: "(...) Pour découvrir les véritables intentions de Roche, il faut savoir que cette entreprise était prête à perdre, et a perdu, 2,6 millions de dollars afin d'éviter une perte estimée à 600 000 dollars de ventes perdues au profit d'Horner durant cette année. A mon avis, cela démontre que Roche n'était pas intéressée à concurrencer Horner, mais bien plutôt d'empêcher Horner de la concurrencer."

(...) Il n'y a pas, dans l'industrie pharmaceutique, de trust dominant le 20 o/o du marché mondial comme on

peut en rencontrer dans d'autres secteurs. Mais il reste qu'une grande part de ce marché est contrôlée par une poignée d'entreprises. (...) Les principales firmes de ce secteur se sont toutes spécialisées: Hoffmann-La Roche dans les vitamines, les sédatifs et les antidépresseurs; Eli Lilly dans les antibiotiques et les antidouleurs prescrits sur ordonnances; Ciba-Geigy dans les antirhumatismes, les cardiovasculaires, les neuroleptiques et deux sortes d'antibiotique (75 o/o de ses ventes). (...) Ainsi jamais le tranquillisant Valium de Roche n'entrera en concurrence avec le Keflex (cephalexin) de Eli Lilly ou l'analgésique Butazolidin de Ciba-Geigy. C'est de cette manière que se traduit la situation de monopole dans l'industrie pharmaceutique.

UN CURIEUX PARCOURS

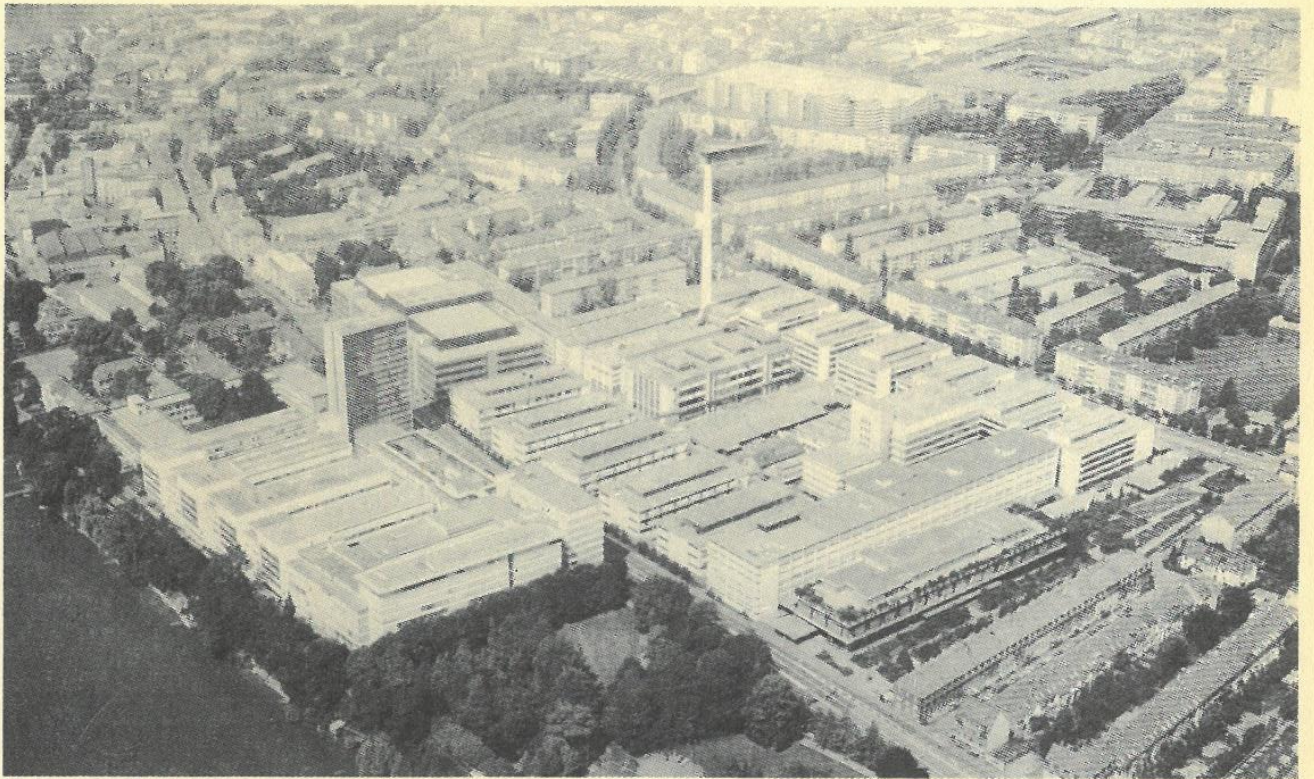
Des chiffres sur les différences de prix pratiqués par les firmes sont difficiles à obtenir. Les quelques données consultables montrent toutefois des variations substantielles entre les pays. Variations qui ne s'expliquent pas par les fluctuations du taux de change, les réglementations nationales ou les coûts de transport. Le Librium et le Valium par exemple, produits par Hoffmann-La Roche, coûtaient de 800 o/o à 1100 o/o plus cher aux Etats-Unis qu'en Angleterre en 1975. L'industrie pharmaceutique dans son ensemble réalise des profits extraordinairement élevés, et ceci sur des périodes fort longues. En dépit de la récession, ce secteur

reste le plus rentable, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les non-industrialisés. Afin de fortifier, et camoufler, leurs taux de profit, les multinationales transfèrent, par des méthodes comptables, leurs richesses hors des pays où il est plus "risqué" de déclarer de confortables bénéfices. Dans certains cas, ce genre d'opérations permet d'élever les coûts, et donc les prix négociés avec les autorités.

Prenons le cas de la Metoclopramide. Ce sédatif gastro-intestinal est fabriqué à Caen (France) par le laboratoire Delaire au prix de gros de 100 francs français le kilo. Ce médicament transite ensuite de filiale en filiale par la Belgique et arrive près de Zurich sous l'étiquette d'une entreprise de Zofingue. Celle-ci le revend à Dolagrange (France) qui cette fois-ci le paie au prix de gros de 4000 francs français le kilo. Cette entreprise en fait l'emballage et le distribuera aux pharmacies qui, elles, le vendront au prix de détail, approuvé par le Ministère de la santé, de 8000 francs français le kilo. Si ce parcours pour le moins juteux était intégralement pris en compte, les taux de profit réels atteindraient des sommets bien plus vertigineux que ceux officiellement déclarés.

VALIUM ET LIBRIUM, POUR... GONFLER LES FACTURES

Un autre exemple tout aussi bien connu est celui du Librium et du Valium d'Hoffmann-La Roche. Au début des années soixante et peu de temps après leur introduction en Angleterre, le Librium et le Valium remplissaient 60 o/o des besoins en tranquillisants recensés par le National Health Service (NHS, le service national de la santé). 90 o/o des ventes de Roche se faisaient, en Angleterre, par le biais du NHS. L'entreprise suisse possédait des brevets en Grande-Bretagne qui devaient expirer en mai 1975 et en décembre 1976. Pour différentes raisons, en septembre 1971 le Department of Health and Social Security (DHSS, département de la santé et de la sécurité sociale) présenta les prix du Valium et du Librium devant la Commission des monopoles. Le 12 avril 1973, Sir Geoffrey Howe, ministre du commerce et de la consommation, accepte les recommandations de cette commission et intime l'ordre à Hoffmann-La Roche de baisser de 60 o/o le prix du Librium et de 75 o/o celui du Valium. En d'autres termes, les prix devaient être fixés à 40 o/o et à 25 o/o du niveau qu'ils avaient atteint en 1970. L'accusation de la Commission des monopoles reposait sur le fait qu'Hoffmann-La Roche faisait payer à sa filiale britannique (Roche Products Limited of Welwyn Garden City) 370 livres le kilo de poudre de composants du Librium alors que ce même kilo s'achetait 9 livres en Italie. Concernant le Valium, le kilo de composés se montait à 922 livres tandis qu'en Italie on le trouvait pour 20 livres. (Il n'y a pas de protection des brevets en Italie, les prix y représentent donc simplement le coût de production plus un certain profit.) La commission en conclut qu'entre 1966 et 1972, Hoffmann-La Roche a retiré par ce système un profit minimum d'au moins 24 millions de livres. De plus, les experts calculèrent à 19 millions le montant de ce superprofit directement rapatrié en Suisse. L'abus était tel que la commission suggéra d'ajouter à la baisse imposée des prix une amende de 12 millions de livres à verser à la NHS. Cependant Roche parvint, en novembre 1975, à convaincre la nouvelle Secrétaire d'Etat des prix et de la protection des consommateurs, Shirley Williams (travilliste), de ne rembourser que 3,75 millions de livres. En outre, on supprima l'ordre de baisser les prix et ainsi Hoffmann-La Roche put à nouveau augmenter le Librium et le Valium. En même temps, la multinationale suisse promettait de construire une nouvelle usine de vitamines en Ecosse. Elle fut construite à Dalry.



Hoffmann-La Roche à Bâle.

LA VALSE DES PRIX

L'introduction en Angleterre, le 1er avril 1985, d'une liste bloquée de médicaments est un pas tardif dans la bonne direction. Les réactions hystériques que cette mesure a provoquées indiquent les sommes considérables en jeu. L'industrie pharmaceutique n'a pas hésité à dépenser des centaines de millions de livres en publicité alarmiste et trompeuse contre cette liste. (...) Les médicaments coûtent au NHS au moins 1,5 milliard de livres par an. C'est pourquoi j'ai été étonné d'entendre Norman Fowler, secrétaire d'Etat pour les services sociaux, dire à la Chambre des Communes, le 21 février 1985, entre autres, que la liste bloquée ne permettrait que 75 millions de livres d'économies pour le moment, progressivement plus par la suite. Fowler devrait réaliser que même si le gouvernement baissait de moitié les prix de tous les médicaments existants, l'industrie pharmaceutique ferait encore des profits excessifs. La différence de prix entre un médicament de marque et la même substance, vendue sous son nom chimique (médicament "générique") s'élève à des milliers de pour-cent.

Les économies possibles en matière de prix des médicaments sont multiples. Au Sri Lanka par exemple le Valium d'Hoffmann-La Roche coûte 90 cents le comprimé alors que le même produit, vendu sous le nom de Diazepam par une firme indienne, se trouve à 2 cents. (...)

Les polémiques entre entreprises peuvent parfois prendre de curieux aspects. Lorsque Hoffmann-La Roche apprit que le gouvernement du Kenya achetait un tranquillisant à une firme israélienne, son représentant avertit les autorités que les composants utilisés n'étaient pas fiables. Or l'entreprise israélienne se fournissait directement chez Hoffmann-La Roche. (...)

Les variations de prix — entre pays ou entre produits de marque ou non — sont surprenantes. Un regard sur les Caraïbes permettra de le montrer. Mille capsules de 500 mg d'Ampicillin (un antibiotique important) se vendent à 262 dollars à Grenade, alors que le même fournisseur en

demande 150 à la Jamaïque, 106 à Montserrat, 223 à St Lucia, 201 à St Vincent et 248 à Trinidad. Ainsi dans cette minuscule partie du monde, les prix varient de 1 à 2 et demi. D'autres chiffres récents signalent des variations de 1 à 6 dans les pays latino-américains : le prix de la Tétracycline fluctue de 30 dollars le kilo en Colombie à 144 dollars au Pérou.

Les multinationales prétendent que les noms de marque sont une garantie de qualité. Toutefois les noms de marque ne sont pas forcément liés à de meilleurs résultats thérapeutiques, mais peuvent être utilisés pour justifier des prix élevés ou pour s'assurer la maîtrise d'un marché. Ma propre expérience m'a montré que les producteurs de médicaments de marque achètent souvent ces médicaments dans leur forme et leur dosage finals auprès des mêmes fournisseurs que les producteurs de médicaments "génériques". Ainsi des auditions du Sénat US ont révélé qu'un fabricant de médicaments "générique" produisait des capsules d'hydrate de chloral pour 17 compagnies. Ce médicament identique était donc ensuite vendu sur le marché aussi bien par les producteurs "génériques" que par d'autres compagnies, la seule différence étant que sous les marques exclusives de Merck Sharp & Dohme & Squibb il coûtait trois fois plus cher.

Ces exemples devraient convaincre chacun que la facture de médicaments du NHS pourrait et devrait être ramenée bien au-dessous de 1 milliard de livres. Il est tout à fait absurde d'augmenter la franchise d'ordonnance du patient de 1 livre 60 à 2 livres afin d'encaisser 40 millions de livres quand on pourrait économiser tellement plus en diminuant les prix payés par le NHS (et donc par le contribuable). En faisant des véritables économies sur la facture totale on pourrait supprimer tout à fait la franchise d'ordonnance.

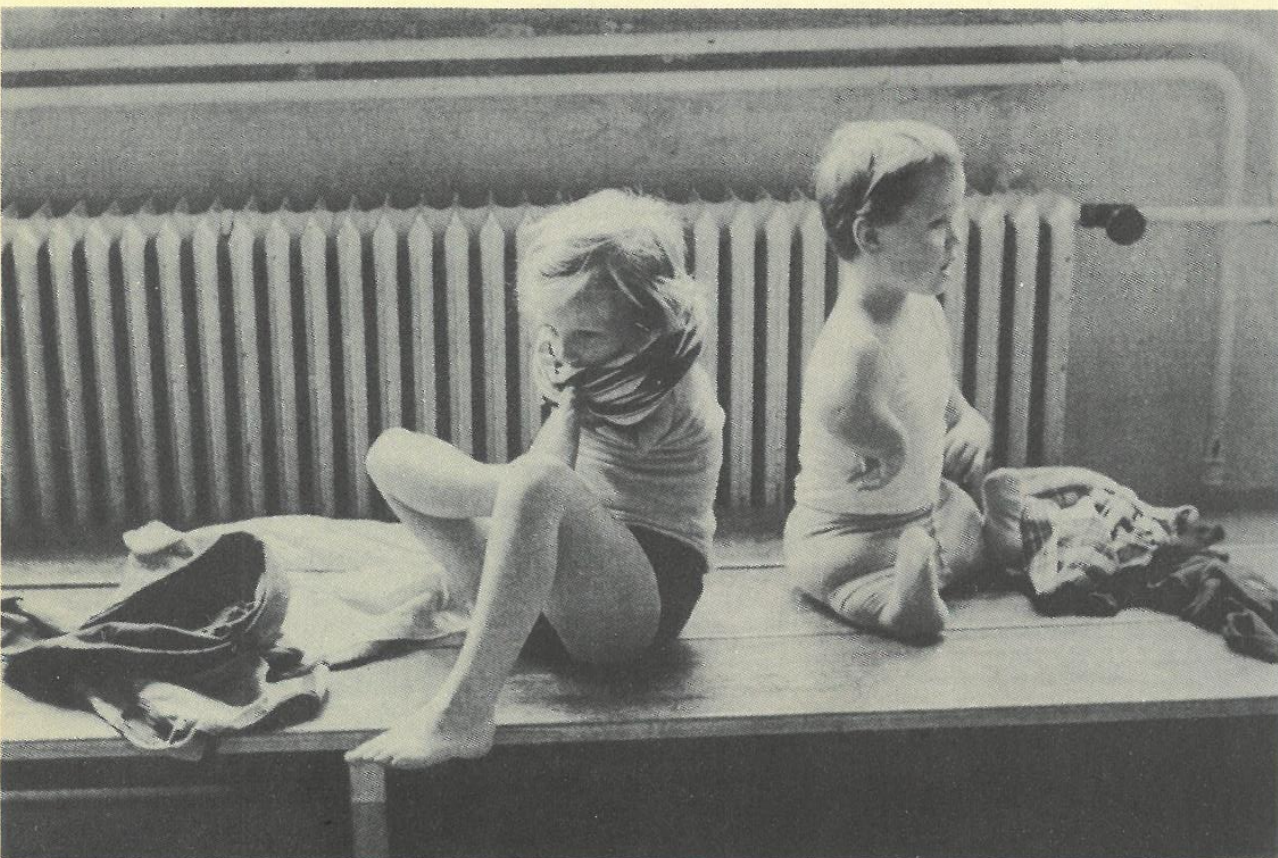
QUELQUES MESURES

Il est impossible, même pour un ministre, de connaître avec précision les marges bénéficiaires qu'empochent les multinationales de la pharmacie. Comment peut-on dès lors calculer une baisse de prix à imposer s'il n'est pas possible de mesurer l'importance des bénéfices ? Je pense que les mesures introduites par Sir Geoffrey Howe en 1973 contre les agissements d'Hoffmann-La Roche seraient d'autant plus d'actualité aujourd'hui concernant les médicaments fournis au NHS. (...)

La première chose que le DHSS pourrait entreprendre, c'est le contrôle mondial des prix des médicaments. Il suffirait pour cela que les ambassades et les consulats britanniques envoient chaque trimestre la liste des prix des médicaments afin que le Secrétaire d'Etat puisse contrôler si les prix facturés au NHS sont les plus bas possibles. Fowler verrait également l'ampleur de la différence entre un médicament de marque et le même médicament "générique" et pourrait exiger des baisses de prix en conséquence. Une deuxième mesure consisterait à établir la règle que tout médicament importé en Grande-Bretagne (qu'il soit "générique", matière première, ou de marque) doit être couvert par une facture provenant du pays d'origine du fabricant effectif. Ainsi si un médicament ou une matière première de médicament produite en Suisse est importée, elle doit avoir un certificat d'origine suisse (c'est-à-dire un certificat de fabrication) et une facture suisse (et non pas une facture provenant d'un paradis fiscal comme Montevideo, Uruguay, où la compagnie n'a aucune usine de fabrication du tout). Cela éliminerait les manœuvres de transferts de prix. Une troisième règle c'est de ne jamais acheter chez un courtier, mais directement chez le producteur.

En fait, il est nécessaire d'instaurer des contrôles de prix sévères sur tous les produits pharmaceutiques et de généraliser l'utilisation de médicaments "génériques", tant dans le secteur public que privé. (...)

Stanley Adams



Phocomèles victimes de la Thalidomide... et des agissements sans scrupules des multinationales de la pharmacie.



Travail à domicile :

LIBRE CHEZ SOI?

Le mouvement féministe des années soixante-dix a dénoncé la double journée. "40 heures à l'usine, puis autant à la cuisine, la journée d'une femme n'est jamais finie." On parlait de double oppression des femmes, de double exploitation dans l'entreprise et dans la famille.

Maintenant on chiffre et on estime la valeur du travail domestique. Selon le recensement de 1980, parmi les femmes mariées et salariées seules 18 o/o font moins de 40 heures de travail ménager par semaine. Est-ce un simple chiffre qui s'ajoute au temps de travail salarié? Pas si simple.

L'exemple du travail à domicile montre le mieux la superposition permanente du travail salarié et du travail domestique.

L'ouvrière ou l'employée à domicile peut avoir un œil sur l'enfant ou le grand-père malade, l'autre sur

la machine à laver et les doigts sur le clavier de l'ordinateur. A chaque instant, elle cherche à gagner du temps sur chaque parcelle de ses travaux en cours. Elle acquiert l'autodiscipline de la contremaîtresse et de l'exécutante; elle reste

au service de tout membre de la famille. Une violence tranquille qui la coince à la maison. Mais, pour certaines, le travail à domicile (ou à temps partiel) est la seule manière légitime d'assumer son rôle prioritaire de maîtresse de maison et d'en sortir à la fois.

Le corps et l'esprit

Elle fonctionne elle-même comme un ordinateur programmable. Son corps mémorise les divers savoir-faire, savoir-gérer et économiser. Son corps passe d'un type de travail à l'autre. Son esprit s'adapte tour à tour à la sphère affective et au langage binaire de l'écran. C'est

un déplacement perpétuel dans l'espace et le temps, un recyclage des gestes et une adaptation continue de sa personne. Un éclatement même. Un dédoublement infini devant des tâches simultanées et toujours autres. C'est loin d'être une simple juxtaposition comme voudrait le faire croire la publicité des entreprises vantant le travail à domicile: "Organisez-vous librement, faites la maison le matin et travaillez l'après-midi."

Tout concilier

"Les femmes acquièrent au fil du temps une qualification sociale silencieuse et sans prix. La charge mentale de cette gestion très ordinaire nous paraît toujours être au bord de la rupture."

On comprend de mieux en mieux qu'il ne s'agit pas d'une simple addition arithmétique. Travail salarié (à domicile ou en entreprise, à temps plein ou partiel) et travail domestique se superposent et s'imbriquent incessamment. Et pour les femmes presque exclusivement. Car, même si dans un couple le partage des tâches domestiques s'effectue, l'éducation qu'a reçue la femme et son environnement social lui attribuent toujours la responsabilité majeure de la famille et du ménage.

Le partage des tâches n'est pas une simple soustraction. Les rapports de sexes dans la famille et dans la société confèrent à la mère-épouse la charge mentale essentielle. Cette préoccupation de tout concilier harmonieusement — temps, espace, personne et budget — les use. Elle s'inscrit en surfatigue, en maladies latentes, en dépressions. En outre, cette gestion quotidienne, intériorisée par les femmes, leur donne des compétences jamais reconnues, ni lorsqu'on exploite ces mêmes qualifications sur le marché du travail, ni lorsqu'on fait le bilan du ménage lors des divorces!

Les libertés illusoires du temps de travail flexible, aménagement des couples modernes, ne sont que discours pour la réorganisation de l'exploitation. Les femmes paient le prix fort de la révolution technologique. C'est l'envers du miracle.

M.-Th. Sautebin

1. Sociologie du travail, No 3/84, article de Monique Haicault.

Travail de nuit :

GUERRE PSYCHOLOGIQUE

Il ne se passe bientôt plus un jour sans que la presse n'ouvre ses colonnes à l'ancien patron de la Migros. Notre pays doit produire des chips, nous ne pouvons rester dépendants des USA et du Japon au niveau de la production et de la recherche; pour rester concurrentiel il faut lever l'interdiction du travail de nuit des femmes; nous prévoyons des investissements courageux, nous sommes en droit d'attendre ce même courage des autres. Voilà en substance la rengaine d'Arnold (nouveau patron de l'horlogerie), qui ne trouve hélas pas seulement écho dans la presse bourgeoise...

* Une semaine avant le forum contre le travail de nuit, le PSS organisait à Neuchâtel une journée d'étude sur le thème des nouvelles technologies et de l'emploi avec des invités de marque, Hayek et Arnold, qui ont pu développer à loisir leur discours. Ainsi donc, au PSS on donne la parole aux patrons avant de discuter entre travailleurs. Ce faisant, on ne réfléchit pas comment créer des conditions de travail et de vie favorisant l'émancipation des ouvriers, mais on se demande comment adapter les travailleurs aux machines.

* De son côté le conseiller d'Etat (NE) socialiste Pierre Dubois a répété les arguments de la concurrence internationale pour justifier devant le Grand Conseil son "Oui, mais": "Si l'on veut rattraper le retard, il faut mettre les bouchées doubles, aller très vite (...) il faut que le personnel féminin travaille de nuit." (FAN, 28 juin 1985.) Tout cela au nom de la priorité à l'emploi...

Ceux qui brandissent la menace du chômage face au refus du travail de nuit font entrer dans la tête des travailleurs que s'il y a des problèmes, c'est de leur faute, qu'il suffirait pour les résoudre d'être plus flexible et plus mobile et de mettre une sourdine aux revendications ouvrières. Pure propagande patronale.

Nous avons déjà plusieurs fois relevé dans *La Brèche* la nocivité du travail de nuit pour la santé, mais il faut insister aussi sur l'enjeu que représente cette forme de travail pour le patronat. Pour Hayek et Arnold, généraliser le travail de nuit et en continu, imposer le travail flexible, c'est introduire une nouvelle organisation de la production qui leur permette d'opérer à leur guise et d'éliminer à terme le syndicat (comme à la Migros).

Arnold parle hypocritement de participation, mais ce qu'il veut, c'est instaurer des rapports directs, individualisés avec les ouvriers/ères pour éviter les négociations collectives dans l'entreprise. Ainsi à Marin, la direction d'Ebauches fait signer des contrats d'engagement sur la base d'une réglementation d'octobre 1984 concernant les horaires et les primes d'équipe qu'elle n'a jamais discuté avec la commission du personnel! Elle demande déjà aux ouvriers/ères d'être d'accord avec les différents horaires qu'elle impose ou de s'en aller. Voilà la participation à la sauce Arnold!

Se prononcer aujourd'hui pour le travail de nuit des femmes à Ebauches, c'est apporter de fait de l'eau au moulin de ceux qui préparent une offensive contre le syndicat.

M.E./H.V.

Ils les aiment flexibles

"Grâce à l'évolution technologique, de nombreux travailleurs pourront, et certains le font déjà, retrouver un mode de vie ressemblant à celui des siècles précédant la première révolution industrielle."

F International, fondée en 1962, est une compagnie de programmation pour ordinateurs dont le siège central est à Berkhamsted (Hertfordshire /Angleterre) et emploie quasi exclusivement des employées à domicile.

F, c'est freelance. Dans l'Oxford Dictionary, "freelance" signifie: mercenaire au Moyen Age, politicien moderne sans contrainte de parti ou encore journaliste libre. Tout un programme de liberté donc!

Mais ce serait plutôt F comme femmes... puisque l'entreprise en question emploie un millier de personnes, non salariées et payées à la tâche, dont 96 o/o sont des femmes.

F comme foyer et famille... puisque le "retour au foyer dû à la technologie nouvelle constitue une révolution dans les méthodes de travail". La miniaturation des ordinateurs permet de revenir à des "unités individuelles de travail". Comme au bon vieux temps des artisans et marchands des corporations ou comme les PME (petites et moyennes entreprises) et mout commerce familiaux d'aujourd'hui où les femmes s'échinent sans même recevoir de salaire.

F comme flexibilité. Imaginez vous-même. Les employées ne perdent plus de temps en longs trajets, plus d'horaires fixes ni de discipline à respecter. Elles peuvent jouer du balcon du bungalow familial et du soleil, accueillir les petits au retour de l'école, le mari après son travail, surveiller d'un œil le gratin au four et tapoter sur l'ordinateur quand bon leur semble, la nuit par exemple! Qu'espérer de mieux? La profession ne fait plus concurrence aux responsabi-

lités ménagères et familiales. Un mariage parfait.

Enfin, F comme fortune... pour l'employeur (dans le cas de F international, une femme géniale). Plus besoin de louer des bureaux coûteux, la machine va vers l'employée et non plus le contraire. Et surtout la productivité est supérieure: "ce qu'on accomplit en 25 heures à la maison prendrait de 35 à 40 heures au bureau... pas de conversations inutiles". Les employées sont dociles et attachées à la maison, se vante l'entreprise!

Ne revoit-on pas défiler ici la sombre période du capitalisme sauvage, celle des couturières et des dentelières qui s'usaient les yeux à la chandelle. Les romans anglais du XIX^e siècle ou les personnages de Zola ne retrouvent-ils pas une troublante actualité?

Après une période d'expansion économique où le travail à domicile a connu en Suisse ses heures de gloire dans le textile et l'horlogerie², une nouvelle ère,

celle de la "désindustrialisation" dont parle *Le Monde* (30 octobre 1984), connaît le même processus. En Suisse, on commence à le voir dans la typographie où le "salaire" se calcule au kilomètre de colonnes, tapées à domicile, selon les besoins de l'entreprise.

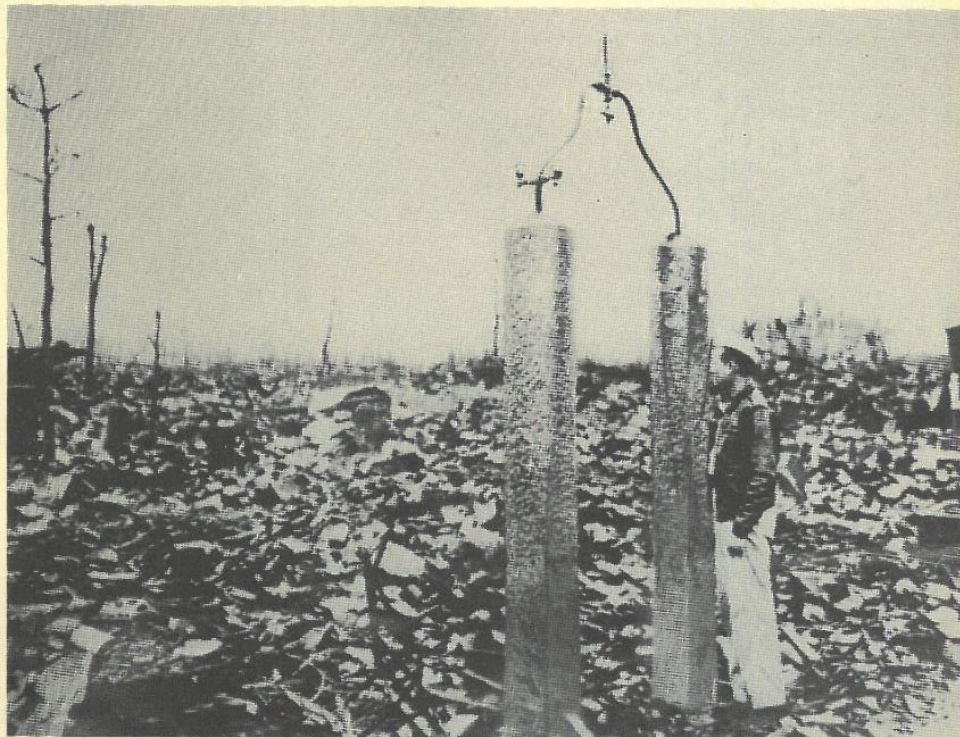
Les multiples facettes du travail flexible (temps partiels, contrats courts, travail à domicile...) facilitent la régulation du marché du travail. Au Japon et aux Etats-Unis, le "marché dual du travail" s'étend: un marché privilégié avec de hauts salaires et des avantages sociaux et un marché secondaire d'emplois non qualifiés, instables et sans garanties sociales.

1. Citations et informations tirées de l'article d'Anne Cendre paru dans la *Tribune de Genève* du 10 mai 1985.

2. Le nombre des ouvrières de l'horlogerie à domicile est passé de 10 000 à 900 en quinze ans.

6 août 1945, Hiroshima ;
9 août 1945, Nagasaki :

ICI COMMENCENT D'AUTRES GUERRES



Hiroshima après le bombardement.

Le quarantième anniversaire des bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki sera sans aucun doute commémoré par les médias. Qui en rappelleront l'horreur : "Tout le centre d'Hiroshima, dans un rayon de 3,5 km, se transforma pendant un instant très court en un gigantesque four crématoire. Ensuite il se désintégra et ce qui avait été une ville industrielle et commerçante de 250 000 habitants ne fut plus qu'un nuage de poussière fait de millions et de millions d'éclats de bois, de verre, de métal et de débris humains centrifugés ou aspirés avec une force terrible."¹ La lente agonie des habitants irradiés, la mort sociale et psychologique des *hibakusha*² seront aussi évoquées. Mais que dira-t-on des raisons d'Hiroshima et de Nagasaki ? A quoi devait servir le feu nucléaire ?

Deux explications courantes parsèment les ouvrages consacrés à la question. La première, qui est la plus commune, reprend la justification avancée par le président des Etats-Unis, Truman : il s'agissait de mettre fin le plus rapidement possible à la guerre contre le Japon, en épargnant ainsi des vies humaines. La seconde, plus proche de la réalité, dit qu'en fait ce n'était pas le Japon mais l'Union soviétique qui était visée, l'emploi de la bombe atomique faisant office de coup de semonce face à la politique "expansionniste" de Staline. Voyons de plus près ce qu'il en est.

Un acte militaire, reposant sur des motifs humanitaires ?

Cette justification, issue en droite ligne de la mythologie de la Deuxième Guerre mondiale, est à ranger au rayon des balivernes. Elle méconnaît complètement la situation réelle du Japon à cette époque. Depuis février, le pays est soumis aux raids du XXI^e Bomber Command. Les dégâts provoqués par les bombes incendiaires des "Super forteresses" volantes (les B-29, construits et utilisés exclusivement dans la guerre contre le Japon) sont effroyables : Tokyo est rasée à 50 o/o, Yokohama à 85 o/o, Osaka à 35 o/o et Kobé à 56 o/o. L'activité industrielle des cinq grands centres japonais les plus importants est annihilée à 80 o/o. "Lorsque survinrent les attaques nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, soixante-neuf cités représentant plus de 21 millions d'habitants avaient été touchées, et 290 km² détruits. Environ 50 o/o de la superficie de quarante-deux villes avaient disparu."³ Et, alors que le Japon est un archipel : "90 o/o de la marine de guerre et de la flotte de commerce avaient été envoyés par le fond, et l'île principale, Honshu, était quasiment isolée de Hokkaido, au nord, et de Kyu Shu, au sud."⁴ Cette situation amena le gouvernement japonais à négocier une capitulation, par l'intermédiaire de Moscou. Les Américains étaient parfaitement au courant, décryptant tous les messages que Togo, ministre des

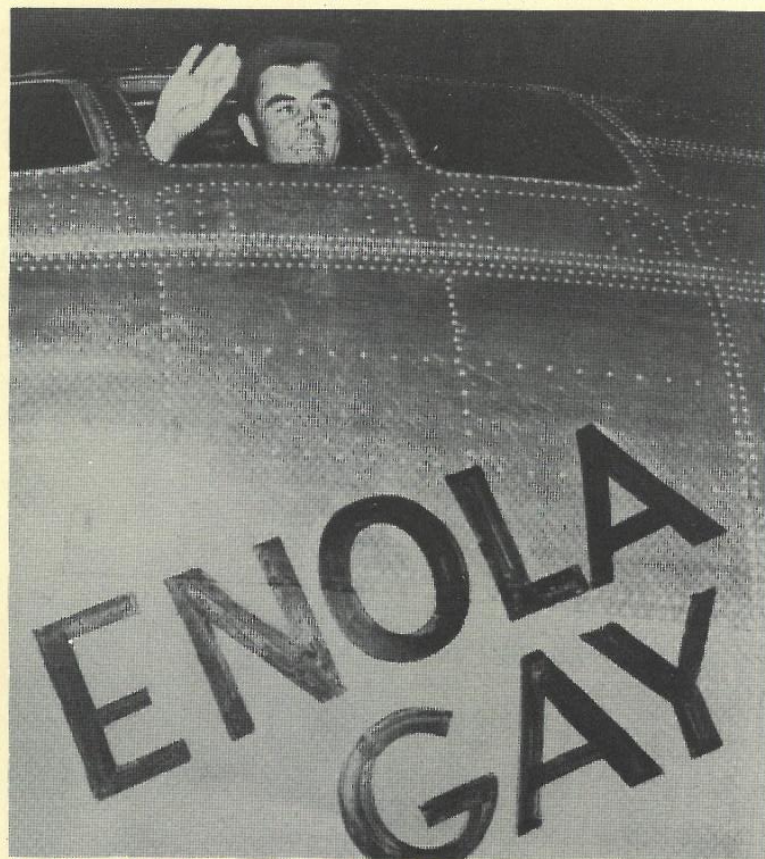
Affaires étrangères, adressait à l'ambassadeur Sato.

Par ailleurs, cette "explication" n'explique rien quant au moment choisi pour les raids sur Hiroshima et Nagasaki, qui ne répondent à aucune urgence militaire, puisque les plans d'invasion du Japon préparés par Mac Arthur et Nimitz pré-

US estimait que "le Japon aurait certainement capitulé avant le 31 décembre 1945, même si les deux bombes atomiques n'avaient pas été larguées"⁴ ; Eisenhower : "le Japon était déjà vaincu et (...) il était absolument inutile de lancer la bombe"⁴ ; Churchill : "la défaite du Japon était certaine avant la chute de la première bombe"⁴.

La décision de recourir à l'arme atomique relevait tellement peu d'une nécessité militaire que le commandant en chef des forces alliées dans le Pacifique, le général Mac Arthur, n'en fut même pas averti!⁴

Bref, "si Truman négligea les autres moyens de terminer la guerre, c'est qu'à long terme il avait besoin de l'utilisation militaire de la bombe pour renforcer sa nouvelle diplomatie."⁴ L'objectif de cette "nouvelle diplomatie" n'était ni Rome, ni Tokyo, ni Berlin, mais Moscou.



Enola Gay : l'avion transporteur de la bombe d'Hiroshima.

voyaient un premier débarquement en octobre 1945 et un second en mai 1946.

Plus encore, les responsables militaires estimaient quasiment tous que l'emploi de la bombe n'est pas nécessaire. Le chef d'état-major américain, le général Marshall, pensait que la déclaration de guerre soviétique suffirait à provoquer la reddition du Japon. Pour l'amiral Leahy, "les Japonais étaient virtuellement battus et prêts à capituler"⁴ ; le commandement de la flotte stratégique de bombardement

Refouler "l'expansionnisme" russe

De fait, tous les historiens sérieux considèrent que le recours à l'arme atomique fut la pierre angulaire de la nouvelle stratégie américaine, impulsée par Truman, qui déclarait à son gouvernement le 23 avril : "Nos accords avec l'Union soviétique n'ont été jusqu'ici qu'une rue à sens unique et cela ne peut continuer (...). C'est maintenant ou jamais."⁴

Il s'agit donc clairement de mo-

difier le rapport des forces entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, l'emploi de la bombe atomique devant fournir aux premiers un avantage décisif. L'argument de l'"expansionnisme" soviétique n'est pas encore avancé, et pour cause, puisqu'il n'a à ce moment-là aucune assise dans la réalité. Il ne sera inventé que bien plus tard, entre autres lors du célèbre discours de Churchill à l'Université de Fulton (15 mars 1946) qui donna à l'expression "rideau de fer" ses lettres de noblesse... bourgeoises : "De Stettin, sur la Baltique à Trieste, sur l'Adriatique, un rideau de fer s'est abaissé, qui coupe en deux le continent."⁵

Mais ce rapport de forces, que Truman juge trop favorable à l'URSS, d'où vient-il ? De l'inaction des Anglo-Américains face à Hitler. Lors de la conférence de Yalta (la bête noire de Truman), Churchill et Roosevelt ont dû faire quelques concessions à Staline, parce qu'ils n'étaient pas en mesure, sur le terrain, de faire autrement. On ignore trop souvent, dans la partie occidentale de l'Europe, que, concernant ce continent, la Deuxième Guerre mondiale fut essentiellement une guerre germano-soviétique. En témoignent les fantastiques destructions infligées à l'URSS par la Wehrmacht hitlérienne⁶. Et c'est non sans plaisir que la Grande-Bretagne — qui espère retarder son déclin de première puissance mondiale — et les Etats-Unis — sur le point de devenir le gendarme du monde — assistent à l'empoignade de la contre-révolution nazie et de l'ennemi de toujours, l'Etat soviétique, né de la Révolution d'Octobre. Cyniquement, Churchill constatera que, jusqu'en 1943, les Alliés occidentaux "firent joujou" avec six divisions allemandes, alors que l'Union soviétique devait faire face à... 185 divisions!⁷ De même, Truman, alors simple sénateur, expliquait en 1941 : "Si nous nous rendons compte que c'est l'Allemagne qui est en train de gagner la guerre, il faut aider la Russie, et si c'est la Russie, il faut aider l'Allemagne ; et de cette manière en tuer le plus possible."⁸

La politique du refoulement

En sous-estimant gravement les fantastiques capacités de résistance du peuple soviétique, les Alliés occidentaux se placèrent eux-mêmes en position de faiblesse — relative — lors de la conférence de Yalta. L'emploi de l'arme nucléaire devait permettre d'effacer ce handicap et d'ouvrir la voie à une politique beaucoup plus agressive des Etats-Unis, devenus chef de file de l'impérialisme. La politique dite "du re-

foulement" — qui provoquera directement la guerre de Corée et celle du Vietnam — n'est pas une réplique américaine à une prétendue politique d'expansion de Staline⁹, mais bien le signe de la volonté des Etats-Unis de dominer le monde. En ce sens, comme dut le constater le très anticommuniste éditeur de la *Saturday Review of Literature*, le recours à l'arme atomique "veut dire que la guerre froide avait commencé, avant même que l'autre eût cessé. Et les habitants de Hiroshima n'auraient pas été les dernières victimes de la Seconde Guerre mondiale, mais les premières victimes de la lutte de puissance ouverte entre les USA et l'URSS."¹⁰

Montrer en quoi l'initiative de cette confrontation revint aux Etats-Unis, en établissant toute l'ampleur, y compris sur le plan intérieur, tel sera l'objet d'un prochain article.

Eric Peter

1. Louis Allen, "Hiroshima et Nagasaki", in *Historia*, No spécial "1945 : l'été de l'apocalypse", juin 1985.

2. *Hibakusha* : terme désignant les survivants irradiés et leurs descendants. Le décompte officiel des victimes d'Hiroshima et de Nagasaki a été arrêté à 400 000 personnes environ. Or aujourd'hui encore, à la troisième génération, les radiations poursuivent leur oeuvre.

3. Patrick Facon, "Le Japon sous les bombardements américains", in *Historia* op. cit.

4. David Elstein, "La décision", in *Historia* op. cit.

5. W. Burchett, *Hiroshima maintenant*, Paris, Ed. Messidor/Temps actuel, 1984, p. 147.

6. Quelques chiffres officiels : 20 millions de morts, 15 grandes villes, 1710 cités et 70 000 bourgs et villages complètement ou partiellement détruits, 25 millions de sans-abri, 31 850 entreprises industrielles détruites, 98 000 kolkhozes pillés et détruits ainsi que 40 000 hôpitaux et polycliniques, etc. Source : *Histoire de la politique extérieure de l'URSS*, Moscou, Ed. du Progrès, 1971. Cf. aussi note 7.

7. David Horowitz, *Kalter Krieg. Hintergründe der US-Aussenpolitik von Yalta bis Vietnam*. Berlin, Ed. Wagenbach, 1980, p. 36.

8. W. Burchett, op. cit., p. 102.

9. "George Kennan, qui en 1947, en tant que dirigeant du service de planification de politique extérieure, occupait un poste de responsable, avoua dix ans plus tard, qu'il n'avait jamais considéré une expansion militaire de l'Union soviétique comme une possibilité réelle. Il alla même plus loin, expliquant que le service de planification (...) considérait le danger communiste dans sa forme la plus dangereuse comme un problème intérieur, c'est-à-dire comme un problème de l'ordre social des sociétés occidentales." (D. Horowitz, op. cit., p. 384.)

10. Robert Jungk, *Plus clair que mille soleils. Le destin des atomistes*. Paris, Ed. Arthaud, 1958, p. 185.

La puissance totale des bombes nucléaires (A) et thermo-nucléaires (H) accumulées par les USA et l'URSS (et dans une moindre mesure par la France, le Royaume-Uni et la Chine) s'élève à environ 15 000 mégatonnes (Mt), inégalement distribuées en à peu près 50 000 engins. 1 mégatonne signifie l'équivalent en puissance explosive de 1 million de tonnes de TNT. La bombe qui a détruit Hiroshima le 6 août 1945 avait une puissance de 12 kilotonnes, soit l'équivalent de 12 000 tonnes de TNT. 1 mégatonne explosant au-dessus de Manhattan annihilerait New York sur un rayon de 16 kilomètres.

1,1 MILLIARD DE MORTS

On estime qu'une guerre nucléaire généralisée pourrait impliquer l'explosion de 3000 à 10 000 mégatonnes. On savait que cela entraînerait la mort de 1,1 milliard de personnes par les effets conjugués du souffle, de l'incendie et du rayonnement, et autant de blessés nécessitant des soins médicaux (alors que l'infrastructure médicale serait en ruines). Ce serait donc entre le tiers et la moitié de la population mondiale, mais concentré dans l'hémisphère nord, qui serait tué ou blessé immédiatement. Mais, mises à part les conséquences des destructions des installations humaines et le nombre accru de cancers dans les décennies suivantes, on pensait qu'il n'y aurait pas d'autres conséquences à long terme et, qu'en fait, la majorité de la population mondiale, en particulier dans l'hémisphère sud, ne serait mise en danger ni directement ni indirectement.

Une étude du ministère de la défense des Etats-Unis concluait en 1961 que *"les dégâts à grande échelle causés par les incendies, la sécheresse, les inondations, etc., ont déjà posé à notre planète des problèmes de reconstruction et de reconstitution de communautés biotiques; les problèmes que nous pouvons envisager dans l'environnement qui existerait après une guerre nucléaire seraient du même type"*. Un rapport de 1963 de l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis déclarait: *"Il n'y a pas lieu de prévoir des déséquilibres écologiques qui rendraient toute vie normale impossible."* Cette phrase est reprise dans un document publié en 1979 encore, et toujours distribué à ce jour, par l'Agence de protection civile des Etats-Unis qui ajoute: *"Les modifications de l'équilibre naturel dues à un conflit nucléaire ne sauraient approcher en quantité ou en qualité les modifications déjà produites par la civilisation humaine."*

Le rapport de 1975 de l'Académie nationale des sciences sur les conséquences d'une guerre nucléaire marquait le début de préoccupations plus accentuées pour les conséquences climatiques globales d'une guerre nucléaire: on y envisageait la destruction de la couche d'ozone de la haute atmosphère (qui filtre les rayons ultraviolets du soleil) par les oxydes d'azote engendrés par les fortes températures des explosions et des incendies et on y évoquait déjà la possibilité d'une baisse de température due à la fumée et la poussière éjectées dans la haute atmosphère.

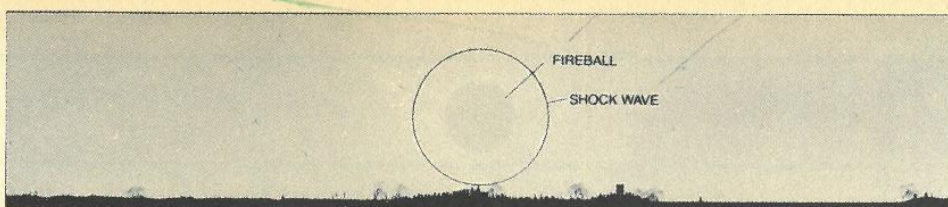
"LE CRÉPUSCULE À MIDI"

Des travaux scientifiques récents dans des domaines divers ont attiré l'attention sur la possibilité de catastrophes climatiques brutales à grande échelle: l'étude des tempêtes de la planète Mars, la corrélation entre des éruptions volcaniques et des phases de froid. Ainsi c'est l'éruption du volcan Tambora (Indonésie) en 1815 qui fut la cause de la terrible année sans été de 1816.

En 1982, un comité de l'Académie nationale des sciences commandait une étude sur les conséquences climatiques de la poussière projetée dans l'atmosphère par une guerre nucléaire à l'équipe formée par le physicien de l'atmosphère, Richard P. Turco, et par le groupe qui avait étudié les tempêtes de la planète Mars, dirigé par Carl Sagan, professeur d'astronomie à l'Université Cornell¹ et regroupant Owen B. Toon, Thomas P. Ackerman, James B. Pollack du centre de recherches Ames de la Nasa (si l'on accole les initiales des cinq savants du groupe cela donne TTAPS).

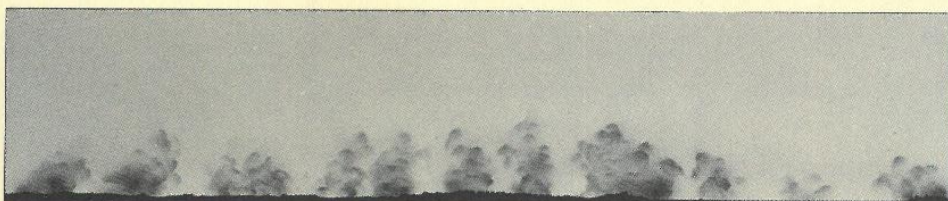
A peu près au même moment, la revue de science de l'environnement de l'Académie royale des sciences suédoise *Ambio* commandait une étude sur les conséquences écologiques d'une guerre nucléaire à Paul Crutzen, savant hollandais dirigeant la section de chimie de l'atmosphère de l'Institut Max Planck à Mayence. Crutzen, aidé par John Birks de l'Université de Colorado, publiait fin 1982 son article dans *Ambio* sous le titre significatif "L'atmosphère après une guerre nucléaire: le crépuscule à midi". Crutzen avait étudié en 1971 les dégâts qu'aurait causés à la couche d'ozone le trafic dans la haute-atmosphère de toute une flotte d'avions de ligne supersoniques, puis en 1977 les conséquences sur l'atmosphère des incendies de forêt (pour le défrichage) dans le tiers monde.

C'est l'article de Crutzen qui attira l'attention du groupe américain TTAPS sur les effets de la fumée et de la suie, plus importants en fait que ceux des poussières. Perfectionnant leurs modèles, puis les utilisant pour des simulations sur ordinateur, l'équipe TTAPS présentait ses conclusions à la fin de l'année 1983: d'abord lors d'une conférence spéciale sur "Le Monde après une guerre nucléaire", le 31 octobre 1983; puis dans un grand article, paru le 23 décembre 1983 dans *Science*, la plus prestigieuse revue scientifique des Etats-Unis. L'article était suivi d'un autre intitulé "Les conséquences biologiques à long terme de la guerre nucléaire", signé par Sagan et par 19 biologistes parmi les plus éminents des Etats-Unis.

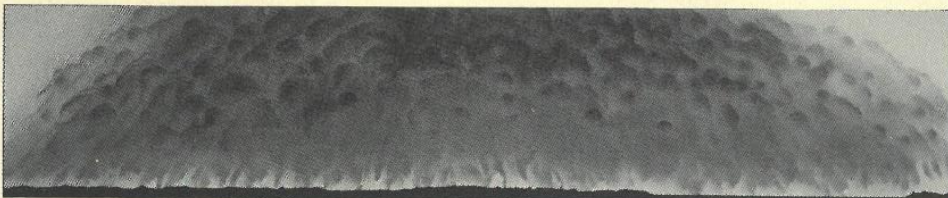


Une mégatonne explose à 2000 m au-dessus de l'Empire State Building à New York (ici vu de l'ouest). La lumière de la boule de feu enflamme à distance des matériaux inflammables.

Le passage de l'onde de choc éteint la plupart de ces incendies.

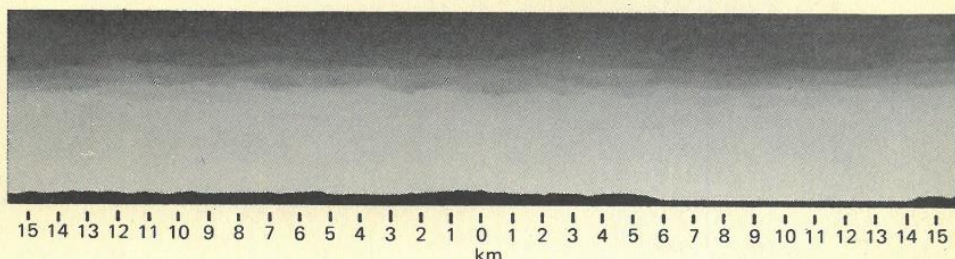


Les incendies se réunissent en une tornade de feu dont le panache de fumée s'élève à 7 km d'altitude.



Ceux qui ont persisté se combinent aux incendies produits par les ruptures de canalisations et les court-circuits.

Un plafond de fumée reste en altitude pendant des semaines.



Conséquences d'une guerre atomique :

L'HIVER NUCLÉAIRE

La période comprise entre la fin de l'année 1982 et le début de l'année 1984 fut particulièrement bantée par le spectre de la guerre nucléaire. Les Etats-Unis installaient les missiles Pershing en Europe, envahissaient Grenade. Les spécialistes du Pentagone jugeaient qu'une guerre nucléaire devait pouvoir être menée et gagnée par les Etats-Unis et Reagan proclamait publiquement qu'il y avait des choses qui méritaient qu'on fasse la guerre, nucléaire s'il le fallait. C'est durant cette période qu'un groupe de savants de plusieurs pays démontrait qu'une guerre nucléaire ne provoquerait pas seulement les destructions massives et l'hécatombe humaine qu'on connaissait, mais qu'elle aurait des conséquences plus dramatiques encore et plus globales. Les explosions projeteraient tellement de fumée et de poussières dans la haute atmosphère, bloquant les rayons du soleil, que l'hémisphère nord en tout cas, et peut-être également l'hémisphère sud seraient plongés durant plusieurs mois dans l'obscurité et un froid glacial. Un des auteurs de cette étude a appelé cela "l'hiver nucléaire". La survie de toute vie sur terre serait sérieusement mise en péril. Durant l'année 1984, les exposés de la théorie de l'hiver nucléaire se diffusaient de plus en plus largement, leur démonstration avait un retentissement croissant et a fini par subjuguer une bonne partie de la communauté scientifique internationale.

UN PAYSAGE NOCTURNE

L'étude du groupe TTAPS a envisagé 18 scénarios différents de guerre nucléaire: différents par la puissance totale explosée ou par les cibles visées; explosions au sol pour détruire les silos de missiles adverses (attaques "antiforces"); explosions aériennes à plusieurs centaines de mètres d'altitude pour détruire des villes (attaques "anticités"). L'étude a démontré que l'insolation au sol était réduite selon les scénarios jusqu'à 95 o/o, ce qui équivaut à une nuit de clair de lune. La lumière normale ne reviendrait pas avant 100 à 300 jours. La température moyenne dans l'hémisphère nord serait abaissée de 5° C à 40° C selon les scénarios et resterait inférieure à 0° C entre 70 et 170 jours dans la plupart des cas. Or une baisse de 5° C à 10° C suffit déjà pour transformer un été en hiver, et une baisse de 1° C en été détruirait la récolte de blé du Canada. Les incendies des villes répandraient dans l'atmosphère de grandes quantités de substances toxiques: du monoxyde de carbone, des dioxines et des furanes provenant de la combustion de matériaux de synthèse courants, des fibres d'amiante, et d'autres encore.

Les survivants se retrouveront dans un paysage nocturne aux lacs et rivières en grande partie gelés, illuminé pendant des jours, voire des semaines, par les incendies de forêts et de broussailles, et dans un air gravement pollué.

L'étude TTAPS a révélé également que, du fait de la

dispersion massive de fumées et de poussières et leur long séjour dans l'atmosphère, la radioactivité serait bien plus forte, et pendant plus longtemps, que ce que l'on pensait jusqu'alors.

APRÈS L'HIVER, LES UV

Quand après quelques mois le plafond de fumée et de poussières se sera enfin suffisamment déposé et dispersé pour laisser jaillir à nouveau les rayons du soleil, ceux-ci seront bien trop brûlants. En effet la couche d'ozone ayant été endommagée, trop de rayons ultra-violet (UV) atteindront le sol. Pendant une année, la dose d'UV reçue au sol sera double de la normale, puis elle baissera progressivement sur quelques années au fur et à mesure que la couche d'ozone se reconstituera. Trop d'UV, cela signifiera une plus faible croissance des végétaux et chez les humains un affaiblissement du système immunitaire, donc plus de maladies, et des dommages aux yeux: détériorations de la cornée et augmentation du nombre de cataractes.

Comme les nuages de fumées et de poussières s'élèveront jusque dans la stratosphère où des vents rapides peuvent les disperser sur de grandes distances — ces mouvements étant d'autant plus accélérés que les nuages seront échauffés fortement puisqu'ils absorberont toute la lumière du soleil — il semble bien que l'écran obscurcissant ne restera pas limité à l'hémisphère nord. Il s'étendra en quelques jours

à l'hémisphère sud. La bordure nord des tropiques en tout cas sera atteinte. Or c'est là que la flore et la faune supportent le moins les baisses de température, même les plus modestes. Il y a ainsi de fortes chances pour que l'hiver nucléaire s'étende à toute la terre, rendant vains les espoirs des nations non-participantes à la guerre d'être épargnées par ses effets.

C'est au bout d'une décennie environ que les équilibres climatiques auront en gros retrouvé leur état normal. Il n'y aura pas de modifications climatiques permanentes, pas d'âge glaciaire. L'inertie thermique des océans est trop grande. Leur température n'aura pas baissé et exercera son effet compensateur. Par contre, dans les premiers mois, la brutale différence de température entre les continents froids et les océans tièdes provoquera des ouragans terribles et continus sur les régions côtières, d'autant plus dévastateurs que les survivants tendront probablement à se réfugier auprès de la tiédeur des océans.

TTAPS a procédé à divers tests de sensibilité du phénomène en calculant comment varient les effets si on rend les divers paramètres moins défavorables, moins de fumées et de poussières produites, les panaches de fumée des incendies s'élevant moins haut, etc. : les effets climatiques restent terribles.

BLACK-OUT

Le groupe TTAPS, les signataires de l'article sur les conséquences biologiques, les participants de la conférence d'octobre 1983 représentent une section importante de l'establishment scientifique des Etats-Unis. La conférence elle-même, totalement privée, fut organisée et financée par 32 grandes organisations et fondations scientifiques et de protection de l'environnement aussi influentes et prestigieuses que le Sierra Club, la Smithsonian Institution, la National Audubon Society, l'Association nationale des maîtres de science, l'Union of Concerned Scientists, etc. Ces milieux maîtrisent des compétences et des moyens scientifiques tellement considérables que personne n'a pu contester frontalement leur théorie. En même temps, ces gens ne sont pas neutres politiquement, mais représentent cette fraction humaniste, libérale et pacifiste de l'intelligentsia US qui se regroupe dans le Parti démocrate.

Alors que le groupe TTAPS voulait publier son rapport pour l'assemblée de l'Union géophysique américaine en 1982 déjà, la direction du centre de recherches Ames de la Nasa a fait la grimace et a exigé des vérifications supplémentaires et la consultation d'une assemblée de 90 savants éminents qui donnèrent le feu vert pour la publication. Bien que les journalistes aient été massivement présents à la conférence d'octobre 1983, TV et journaux n'en ont pas parlé.

Les savants soviétiques étaient également sur des voies de recherches analogues et TTAPS a fait vérifier plusieurs de ses calculs par le centre informatique de l'Académie soviétique des sciences, disposant de meilleurs modèles à trois dimensions des phénomènes atmosphériques planétaires. Un mois après la conférence, les sénateurs Kennedy et Hatfield réunissaient au Sénat une large assemblée sur le sujet devant laquelle témoignèrent, outre TTAPS, une délégation de savants soviétiques. Beaucoup de journalistes présents, mais rien à la TV ni dans les journaux les jours suivants.

Il fallut attendre de nombreux mois pour que l'hiver nucléaire soit lentement porté à la connaissance de milieux plus larges.

Une année après la conférence, les auteurs de la théorie se déclaraient, dans divers interviews et articles, attristés par le faible écho rencontré dans le public. Crutzen se plaignait, dans une interview de janvier 1985², que même les groupes antinucléaires et antiguerres ne s'y intéressaient pas suffisamment.

ON CONTINUE MALGRÉ TOUT

L'hiver nucléaire a suscité de nombreuses études supplémentaires dont les résultats paraîtront ces prochaines années. Cette hypothèse suscite des polémiques scientifiques, phénomène sain en soi. Des savants, évidemment surtout ceux qui soutiennent la politique officielle, prétendent que TTAPS est trop pessimiste. Edward Teller, le père de la bombe H, affirme que les incertitudes qui affectent tous les calculs de la théorie sont bien trop grandes pour que l'on puisse conclure nettement. Ses propres calculs montrent que la fumée et les poussières retomberont bien plus vite et que l'hiver nucléaire sera donc moins sévère. A son avis, l'effet pourrait être largement diminué, si l'on menait la guerre en hiver et seulement avec des bombes relativement faibles, visant exclusivement des cibles militaires.

Le gouvernement américain a dû très officiellement prendre acte de l'hiver nucléaire. En 1983 encore, le Pentagone commandait une vérification à l'Académie nationale des sciences. En juillet 1984, le président Reagan en commandait une à l'Agence nationale océanographique et atmosphérique (NOAA). En mars 1985, le Pentagone publiait un rapport avec les conclusions suivantes :

— Ces chutes sévères de température se produiront en cas de guerre nucléaire.

— Dans les cas de guerres nucléaires limitées, ces effets seront "d'une échelle de gravité semblable aux autres horreurs associées à une guerre nucléaire".

— Les incertitudes de la théorie sont trop grandes pour influencer la politique US de défense.

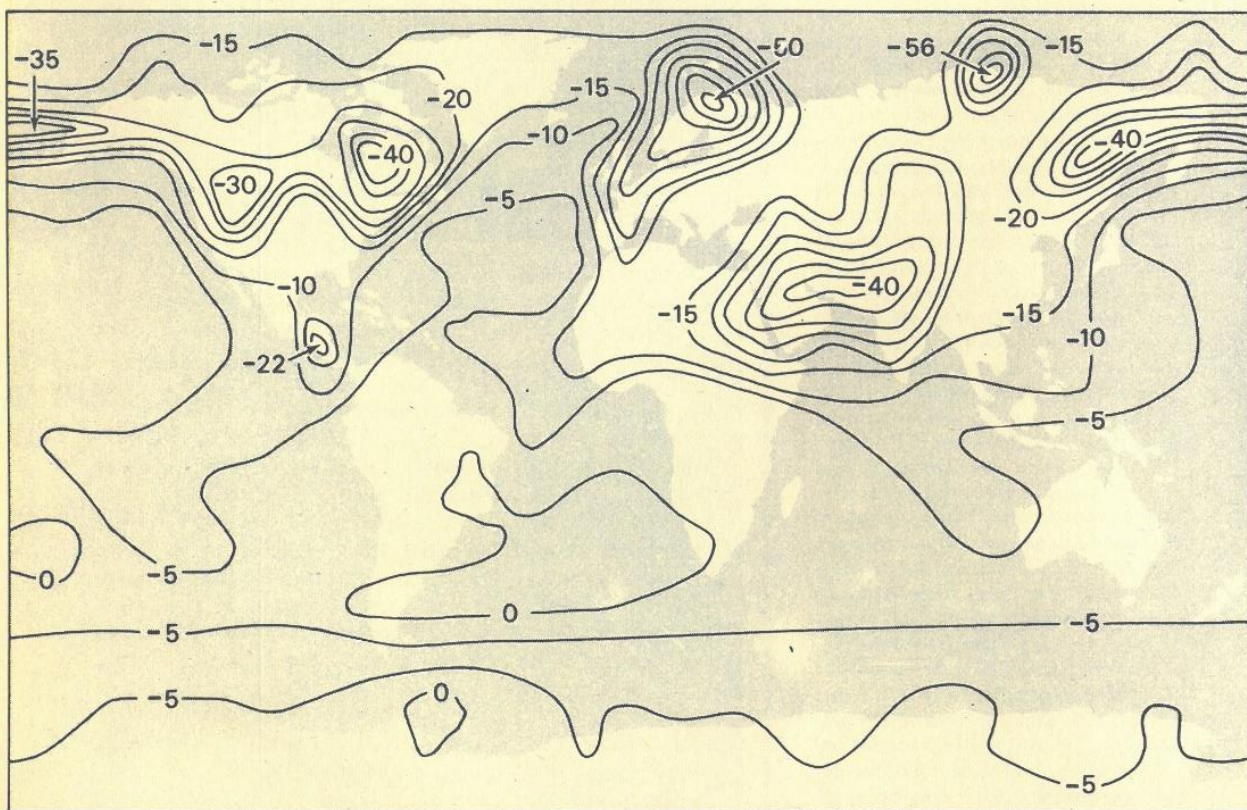
— Le système de défense spatial, populairement nommé "la guerre des étoiles", qui détruira les missiles avant qu'ils n'atteignent leurs cibles, protégera mieux de ces conséquences climatiques que les accords de contrôle des armements.

Le rapport de l'Académie nationale des sciences US, commandé par le Pentagone, a paru en décembre 1984. Bien que nettement plus prudent dans ses estimations, il confirme l'essentiel des conclusions de TTAPS. Une de ses conclusions particulièrement fascinante et macabre est que cinq millions de tonnes de fibres d'amiante seraient dispersés dans l'atmosphère du fait de la fragmentation de tout l'amiante-ciment des villes détruites. La concentration moyenne dans l'air atteindrait 2 fibres par cm³ dans tout l'hémisphère nord, environ 4000 fois la concentration actuelle, 4 fois plus que la norme US de 0,5 f./cm³, 2 fois plus que la norme suisse de 1 f./cm³.

Robert Lochhead

1. Carl Sagan est également un merveilleux vulgarisateur. Nous recommandons la lecture de ses livres : *Cosmic Connection ou l'appel des étoiles*, Seuil, Points Science, 1978 ; *Cosmos*, Mazarine, 1981.

2. *Discover*, January 1985.



Cette carte, établie par le centre informatique de l'Académie soviétique des sciences, montre de combien chute la température de l'air au sol 40 jours après une guerre nucléaire de 5000 Mt dans l'hémisphère nord (en degrés C en dessous du niveau de température avant la guerre).

La guerre des desperados

On ne sait pas assez en Europe combien violente est la coupure en deux de l'opinion publique aux Etats-Unis. En fait un engagement aussi large de milieux scientifiques prestigieux contre la politique militariste et agressive du gouvernement n'a pas d'équivalent en Europe. Ne voit-on pas en France le spectacle affligeant de cette unanimité des intellectuels en faveur de la force de frappe nucléaire. Aux Etats-Unis même, une revue aussi austère et quasiment officielle que le fameux *Scientific American* publie régulièrement des analyses et des critiques documentées sur les problèmes militaires (mais aussi sur la pauvreté) qui s'opposent aux décisions et aux projets du gouvernement Reagan. Ces études, qui participent de toute une science critique de la guerre nucléaire, ont d'autant plus d'autorité et de retentissement que leurs auteurs regroupent des grandes sommités et travaillent à des niveaux élevés des institutions officielles.

Aux Etats-Unis, c'est toute une vaste nébuleuse humaniste, qui va des scientifiques aux Eglises en passant par des mouvements sociaux, noirs, hispaniques, une partie du mouvement syndical, qui est un des contrepoids décisifs empêchant par exemple Reagan d'envahir le Nicaragua.

La participation officielle de l'Académie soviétique des sciences aux travaux et à la conférence sur l'hiver nucléaire illustre la différence fondamentale d'attitude entre les gouvernements soviétique et américain. Alors que le gouvernement US a toujours minimisé l'horreur d'une guerre nucléaire et proclamé qu'elle devait pouvoir être conduite et gagnée, le gouvernement soviétique en a toujours souligné l'horreur et proclamé qu'elle ne serait gagnée par personne, mais équivaldrait au naufrage absolu de la civilisation. Chaque nouveauté de la course aux armements a été introduite par les USA tandis que l'URSS, moins riche et en retard sur le plan scientifique, suivait avec peine. Contrairement à ce que feignent de croire tous les beaux esprits démocrates, il n'y a aucune symétrie entre l'arme nucléaire américaine et l'arme nucléaire soviétique.

Le physicien Lewis Thomas, un des ténors de la conférence sur l'hiver nucléaire, déclarait : "Si cette prédiction (l'hiver nucléaire, réd.) se révèle correcte, ou seulement raisonnablement probable, nous sommes enfin libérés de la menace d'une guerre nucléaire totale." Voilà un optimisme malheureusement un peu naïf.

Les stratèges US cherchent à élaborer des plans d'utilisation limitée de l'arme nucléaire afin d'éviter la catastrophe totale. La tendance des dernières années va vers l'utilisation de bombes miniaturisées plus précises, voire carrément vers la renonciation à l'arme nucléaire au profit d'armes conventionnelles ultrasophistiquées et puissantes. Le projet de guerre des étoiles de Reagan va dans cette direction aussi : éviter l'holocauste afin de pouvoir mener et gagner la guerre mondiale. Mais ces nouveaux projets accroissent la probabilité de la guerre, apocalyptique même dans le "meilleur" des cas. Ce que le mouvement antiguerre doit combattre, ce n'est donc pas seulement la menace monstrueuse et simple de la destruction totale, mais des menaces plus subtiles et plus diaboliques en fait.

Cela dit il faut dénoncer, et tous les experts sérieux le font, le mythe d'une guerre nucléaire limitée. Celle qui commencerait de façon limitée, voire exclusivement conventionnelle, aurait toutes les chances de déraiser rapidement. La Deuxième Guerre mondiale a bien montré l'ampleur de dérapages, en soi tout à fait irrationnels du point de vue d'une conduite efficace de la guerre. L'irrationnel prendra d'autant plus de place qu'il est certain que la troisième guerre mondiale ne pourra éclater que le jour où, après un écrasement terrible de la classe ouvrière et des mouvements antiguerres, seront venus au pouvoir, dans les métropoles, les desperados cinglés, seuls capables de mener à bien un tel écrasement. Les Etats-Unis sont un réservoir particulièrement riche de tels spécimens auprès desquels Reagan paraîtra un doux modéré. Les batailles décisives sont encore devant nous et une bataille n'est jamais perdue d'avance. Mais nous sommes réellement engagés dans une course de vitesse pour éviter à l'humanité le gouffre d'une barbarie sans nom.

R. Lochhead

Sources

Paul R. Erlich, Carl Sagan et al. *Le froid et les ténèbres*, le rapport de la conférence sur les conséquences d'un conflit nucléaire, 257 pages, Belfond, 1985.

articles parus dans :

- *Scientific American*, August 1984.
- *Discover*, October 1984, January 1985.
- *Le Courrier de l'Unesco*, mai 1985.
- *Environment*, April 1985.

Afrique du Sud :

DES RÉFORMES DE FAÇADE

* ENTRETIEN AVEC MOTSOMI MOKHINE, SECRÉTAIRE DU BAMCWU *

La tension ne cesse de s'accroître en Afrique du Sud. Pour les seize derniers mois, on recense plus de 450 morts, dans la plupart des cas victimes des forces de répression racistes. Face à cette montée des luttes, le régime d'apartheid cherche à améliorer son image. Plusieurs réformes — de pure façade — ont été présentées, à grand renfort de publicité, comme des pas vers plus de justice. Par ailleurs, ce gouvernement raciste et assassin tente de renforcer ses liens internationaux. En la matière, la Suisse lui a plus d'une fois tendu la perche. Ainsi mardi 26 juin, Barend du Plessis, ministre des Finances sud-africain, a rencontré à Zurich les représentants de banques et d'entreprises helvétiques.

La Brèche s'est entretenue avec Motsami Mokhine, secrétaire pour les relations publiques du Black Allied Mined and Constructors Workers Unions (BAMCWU), syndicat noir des mineurs et des travailleurs de la construction.

La Brèche : La vague de luttes et d'affrontements, qui déferle depuis le début de l'année en Afrique du Sud, a lieu en même temps que ce que le gouvernement d'Afrique du Sud essaie de présenter comme un "processus de réformes". Peux-tu nous dire ce qu'il faut penser de ce processus ?

M. Mokhine : Ce processus a débuté en 1977, après les événements de Soweto, et alors que le gouvernement a pris conscience qu'il ne pourrait stopper les pressions internationales ni la révolte interne sans certaines réformes. Ces réformes n'avaient donc pas pour but d'apporter satisfaction aux besoins et revendications de la population noire.

* Mais quelles ont été jusqu'à maintenant les conséquences concrètes de ces réformes ?

— Jusqu'à maintenant, ce processus a conduit au démantèlement de deux lois discriminatoires, soit la Loi sur l'immoralité, qui réprimait les rapports sexuels entre personnes de races différentes, et la Loi sur les interférences politiques, qui interdisait à des noirs et des blancs d'appartenir aux mêmes partis politiques.

Il faut savoir que ce mouvement de réformes a été dès le départ financé par les milieux d'affaires, en particulier la fondation Adams.

Dès le début, la fondation Adams s'est donné pour but de créer une classe moyenne noire qui puisse s'opposer à la majorité de la population et soutenir le régime. Cette fondation a également clairement affirmé que son but n'était pas de démanteler le régime raciste de l'apartheid. D'ailleurs récemment, dans une interview à la BBC, le président de la République sud-africaine, M. Botha, a déclaré que s'il avait bien l'intention de changer quelque chose, il ne saurait être question d'aller vers un système où un homme correspond à un vote dans le cadre d'une République unitaire en Afrique du Sud. C'est donc là un aveu patent que le mouvement de réformes n'a pas d'autre but que de calmer le mouvement

des masses noires et qu'il ne vise pas un changement réel du système.

* Tu es membre d'un syndicat. Quelles sont aujourd'hui les conditions concrètes dans lesquelles peuvent se dérouler en Afrique du Sud des activités syndicales ?

— L'introduction de la loi qui permet depuis 1979 la mise sur pied de syndicats noirs est le résultat des pressions internationales qui se sont exercées sur l'Afrique du Sud. Cette loi n'avait pas, bien entendu, pour but de faciliter l'organisation des travailleurs noirs. Ce qui fait qu'aujourd'hui il est très difficile pour des syndicalistes d'assurer réellement leurs responsabilités vis-à-vis des travailleurs. Il existe ainsi une série de lois entravant l'activité des syndicats. Il leur est interdit, par exemple, d'avoir des liens avec des partis politiques ; ils doivent également soumettre leur comptabilité aux autorités ; ils n'ont pas le droit de recevoir une aide financière d'organisations syndicales internationales. Personnellement, j'ai été quotidiennement témoin de toutes sortes de cas de répression contre les travailleurs et des syndicalistes, que ce soient des licenciements ou des attaques physiques venant de directions d'entreprise ou de la police. J'ai aussi connu des cas de détention prolongée sans procès dans le but d'empêcher le fonctionnement du syndicat. Il y a également des syndicalistes, dont quatre membres de notre organisation, qui ont été arrêtés sous l'accusation de diffusion de littérature interdite.

* Mais les activités syndicales sont néanmoins légalement reconnues ?

— La loi sur les relations du travail garantit les libertés syndicales telles qu'elles sont communément définies au niveau international. Mais en même temps, cette loi est contredite et annulée dans les faits par la Loi sur la sécurité interne. Par exemple, le droit de réunion syndicale est en réalité nié par cette loi : toutes les réunions syndicales sont ainsi soumises à autorisation des autorités.

* Le syndicat dont tu es membre fait partie du Forum national. Il

existe en Afrique du Sud un deuxième regroupement des organisations anti-apartheid, l'UDF (Front démocratique uni). Quelle est votre vision de la situation en Afrique du Sud, et qu'est-ce qui vous différencie de l'UDF ?

— Du point de vue du Forum national, le but principal de la lutte en Afrique du Sud vise à ce que la majorité indigène ne soit plus considérée comme étrangère dans son propre pays (port obligatoire du pass, regroupement dans les bantoustans, etc.), et avec cela le démantèlement total du capitalisme. A notre avis, l'UDF cherche également le démantèlement de l'apartheid ; mais par contre, elle n'a pas été capable de répondre aux questions sociales qui affectent la majorité de la population. Une autre critique adressée à l'UDF : parmi ses fondateurs se trouvent des forces qui ont certains intérêts qui les séparent de l'entière de la population. Il y a ainsi des associations de commerçants au sein de l'UDF.

* Ton syndicat a, entre autres, mené une campagne importante à propos de l'amiante, un problème qui soulève ici aussi de nombreuses protestations. Peux-tu nous en parler ?

— Notre syndicat, qui a été fondé en 1982, a effectivement mené en 1984 une campagne importante pour dénoncer les dangers de l'amiante. Cette campagne se poursuit aujourd'hui. Nous demandons en particulier l'application en Afrique du Sud des normes internationales qui existent à propos de l'utilisation de l'amiante, et qui sont appliquées aux Etats-Unis par exemple. Ce problème est d'autant plus important qu'il concerne non seulement les mineurs, mais aussi les travailleurs des chemins de fer qui doivent transporter l'amiante dans des paquets souvent endommagés et sans qu'aucune mesure de sécurité particulière ne soit prise. L'ensemble des communautés qui vivent dans la région sont également directement concernées. De nombreuses habitations sont construites à proximité immédiate de déchets d'amiante. Certaines communautés utilisent comme puits d'eau d'anciennes mines d'amiante désaffectées. De plus, dans le nord du Transvaal, les autorités ont comme projet de déplacer 500 000 personnes vers une nouvelle région qui est la plus contaminée par les déchets d'amiante. Heureusement, les actions de protestation organisées par le BAMCWU ont jusqu'à maintenant réussi à empêcher la réalisation de ce projet.

Propos recueillis par
Jean Fleury

Dette du tiers monde :

Au Congrès des femmes d'Amérique latine qui s'est tenu à Cuba, Fidel Castro, l'un des porte-parole les plus écoutés et conséquents du tiers monde, a appelé à la grève générale des pays endettés. Les plus démunis de ce monde n'ont en effet plus d'autre choix que de secouer le joug de la dette extérieure ou de crever de faim. En Argentine par exemple, le service de la dette extérieure, qui représentait 0,8 o/o des dépenses publiques en 1961, en grevait 37,1 o/o en 1982. Pour la même période, le poste du "développement économique" a diminué de 35 o/o à 20,5 o/o des dépenses de l'Etat, celui de la "sécurité sociale" de 31,6 o/o à 17,4 o/o. La chute s'est encore accrue ces deux dernières années. Pour la majorité des peuples d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, cela signifie des salaires encore plus maigres, des services sociaux toujours plus dérisoires et un renchérissement des produits alimentaires de base suite aux coupes sombres dans les subventions. La politique du Fonds Monétaires International (FMI) envers le tiers monde, agent des banques et des gouvernements impérialistes (dont la "brave petite Suisse"), est tout simplement celle de l'holocauste.

L'holocauste impérialiste

Cette condamnation à la mort par le garrot de la dette n'a même pas pour but premier de récupérer ces dettes. L'impérialisme cherche avant tout à exercer un chantage à la dette — dont il a de toute manière déjà passé une partie aux "pertes d'exercice". L'objectif est de ligoter plus étroitement encore l'économie dépendante du tiers monde dans les mailles de la division internationale du travail pour accroître son tribut aux profits des métropoles. Toutes les menaces du FMI visent à stimuler avec force les exportations. Comme ce sont les multinationales qui fixent de quels produits il s'agit et que leur fabrication dépend, dans la majorité des cas, de la technique importée des métropoles, la dépendance technologique et en termes de marchés s'accroît... et avec elle les dettes. Le Nicaragua en vit aujourd'hui concrètement les dramatiques séquelles économiques et politiques.

Spontanée ou organisée, la résistance des plus pauvres de ce monde s'amplifie contre cette politique de famine menée par "l'Occident libre, démocratique et antitotalitaire". Rappelons simplement ici la grève générale en Bolivie, les manifestations de masse en Argentine, les révoltes de la faim de Saint-Domingue, au Soudan en passant par les pays du Maghreb. Mais l'initiative la plus avancée, parce qu'elle est coordonnée, est un appel commun de syndicats uruguayens (PIT-CNT), argentin (CGT) et brésilien (CUT) à une conférence syndicale d'Amérique latine et des Caraïbes au début du mois de novembre pour coordonner leurs luttes sur le plan continental. Cette initiative internationaliste est d'autant plus importante que les gouvernements — même démagogiques comme celui de l'Argentin Alfonsín, du Bolivien Suazo ou du Péruvien García — capitulent devant le FMI ou sont en train de le faire. Le joug de la dette ne sera rompu que par les travailleurs, les paysans pauvres et la masse des chômeurs et des déshérités. Ceci impliquera des transformations radicales des structures sociales et économiques comme les ont réalisées les Nicaraguayens et les Cubains. Les sandinistes sont aux premiers rangs de la lutte contre l'holocauste impérialiste. Ils ont besoin de notre soutien inconditionnel — pour la défense de tous les "damnés de la terre".

Jo Lang

Etats-Unis :

Le temps de la barbarie

Vingt morts découverts dans une maison en Californie : l'horreur. Les meurtriers : deux hommes qui ont torturé et violé leurs victimes. La violence de la société américaine ressort à travers ce sanglant fait divers. On peut difficilement banaliser celle-ci et s'étonner lorsqu'elle apparaît brutalement.

"C'est comme un film d'horreur, lança le shérif du comté, vicieux, vicieux, vicieux." Il venait de voir une bande vidéo montrant Leonard Lake et Charles Ng, déchirant avec un couteau les vêtements d'une femme attachée avec des menottes à une chaise, et lui demandant de pratiquer sur eux des actes sexuels. La femme les supplie de lui rendre son bébé.

Deux hommes ont violé, torturé, tué vingt personnes dans leur maison, en pleine forêt, en Californie. Ces hommes, découverts par la police américaine par hasard, ont été jusqu'à filmer, écrire leurs faits et gestes. Justifiant ainsi leurs actes au-delà de la mort pour l'un qui s'est suicidé, après son arrestation, en prison; au-delà de la fuite pour l'autre.

La philosophie des deux hommes est révélée par le journal intime, commencé en 1983, de Leonard Lake. Il y explique que "Dieu a créé les femmes pour faire la cuisine, entretenir la maison et les plaisirs du sexe. En dehors de ces occupations, elles doivent être enfermées." Il s'inspire aussi de la "suprématie

de la race blanche". Les pires écrits abjects colportés par les néo-nazis, le Ku Klux Klan se retrouvent dans ce journal.

Des pionniers de l'Ouest au Nicaragua

Mais comment être totalement surpris de cette barbarie, de ce passage de la parole aux actes? La violence ne constitue-t-elle pas la base de la société américaine? Les Etats-Unis se sont construits sur un génocide. L'image d'Epinal des pionniers, cow-boys, conquérants de l'Ouest sauvage ne change en rien le massacre des premiers habitants de ce continent. Dans ces forêts de la montagne du Nevada, l'"homme" est encore celui qui possède un colt à sa ceinture et qui ose s'en servir. Aussi, personne ne s'étonne de la présence d'un fusil.

Aujourd'hui, la réhabilitation des exactions faites au Vietnam ne peut que renforcer les idées de ces deux anciens marines, paumés de cet après-guerre. Le succès des films — cinq en l'espace de quelques mois — prenant comme base d'anciens GI's, retournant au Vietnam

pour délivrer leurs compagnons encore prisonniers, inspire cette violence, devenue légitime. L'intervention armée à la Grenade, l'aide aux contras au Nicaragua justifient *a posteriori* ce passé, qui fut longtemps un traumatisme. Autre réhabilitation: les camps d'entraînement des marines ouverts à des enfants de dix ans où ils apprennent les chants guerriers de ce corps d'élite, effectuent le parcours du combattant, tirent avec des fusils-mitrailleurs. Plus de deux mille enfants sont venus ainsi dans un camp de l'Arizona jouer au boy-scout des temps modernes.

La violence banalisée

Reagan ne fait que jouer sur ce registre. Son image est un symbole: le cow-boy, sûr de lui, toujours prêt à dégaîner son colt contre celui qui lui manquera de respect, contre celui qui n'accordera pas de crédit à ses idées et à ses intérêts. Sauf que, aujourd'hui, les bataillons de marines, les missiles à tête nucléaire, la guerre des étoiles... remplacent le revolver. Symbole, aussi, de la suprématie et de la puissance face aux autres nations. Les peuples de ces "sous-pays", de l'"arrière-cour" n'ont qu'à se plier sous le joug de dictateurs pinochistes.

De la suprématie d'une nation sur les autres à la suprématie de la

race blanche, le pas est vite franchi. Et ce discours est vite banalisé, intégré largement parmi la population, comme il l'a été par Leonard Lake. D'autres, également, ont suivi cette démarche. La violence banalisée, légalisée par l'Etat lui-même, renforce ceux qui prônent la haine. Cela aboutit, par exemple, à un commando du Ku Klux Klan, à Greensboro, en Caroline du Nord, ouvrant le feu sur une manifestation du Parti communiste révolutionnaire. Le bilan: cinq morts et douze blessés graves, tous des manifestants. Les membres du commando ont été, eux, acquittés, après quatre ans de procédure judiciaire, pour... légitime défense.

La supériorité de l'homme sur la femme prend sa source à la même idéologie. Plus de trois cents cliniques incendiées ou détruites à la bombe; usagères et personnel injuriés et agressés à l'entrée des centres d'avortement; kidnapping de médecins menacés de mort s'ils ne renoncent pas à pratiquer l'interruption de grossesse: c'est ce climat qui préside le débat sur l'avortement aux Etats-Unis. Reagan soutient les revendications de ces terroristes. Le chef de la Maison Blanche

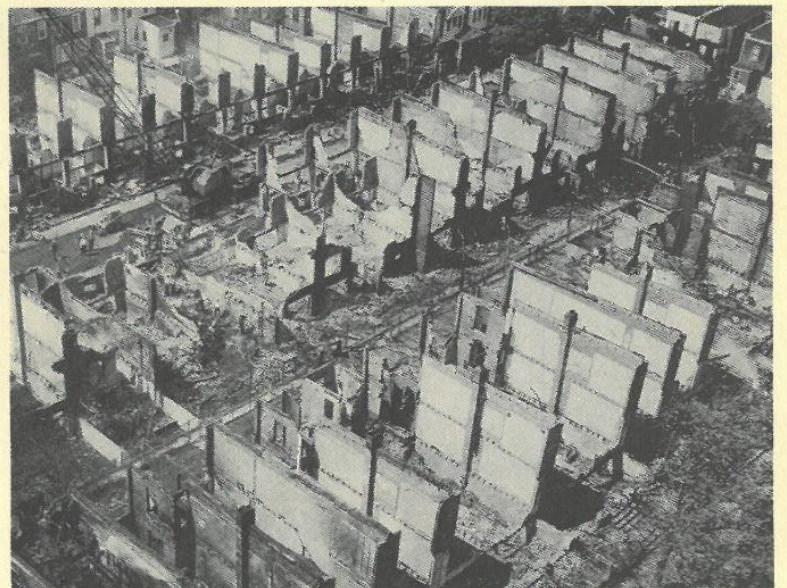
se contente de condamner verbalement ces actes, en demandant plus de pacifisme. Pire, le FBI se refuse à toute enquête car ces terroristes ne menacent pas la sécurité de l'Etat! L'administration, et le chef de l'exécutif en tête banalisent, encore une fois, la violence.

La loi du plus fort

Dans le village, où le charnier a été découvert, l'unique fabrique a fermé; les habitants sont tous au chômage. Reagan n'a fait que rendre les pauvres plus pauvres, les riches plus riches, en rognant les budgets sociaux, en supprimant des acquis pour les salariés, en réduisant les taxes patronales... Il a exacerbé les inégalités, soubassement de la fortune des descendants des "barons-pillards" du début de notre siècle: les Rockefeller, les Morgan, les Mellon, les Watson...

Le débat — pseudo philosophique — que soutiennent les médias autour de cette affaire est pipé d'avance. Le découpage entre les mauvais et les bons, la dénonciation de la barbarie de certains permet ainsi d'oublier la barbarie, la violence d'une société.

Alain Gwenn



Pour déloger une secte retranchée dans une maison à Philadelphie, la police a largué une bombe incendiaire, détruisant ainsi tout un quartier et tuant onze personnes dont quatre enfants.

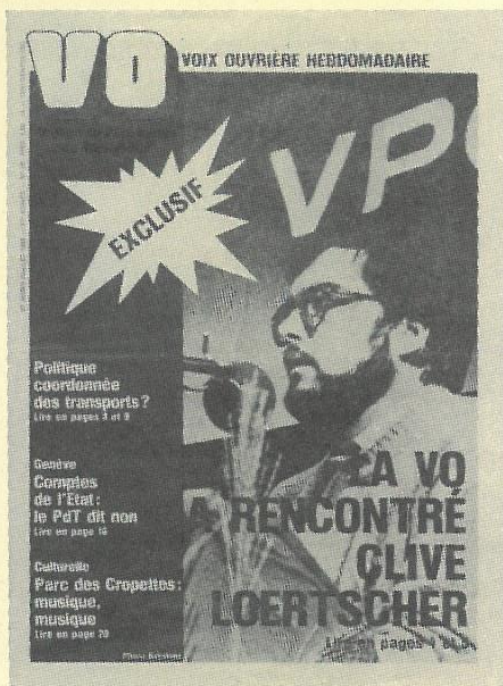
Emprisonnement de Clive Loertscher :

LA V.O. LAVE PLUS BLANC !

Ainsi donc un journaliste de la VO (Voix ouvrière, hebdomadaire du Parti du travail), Sylvain Giumelli, a pu rencontrer dans sa prison Clive Loertscher, enfermé depuis maintenant plus de deux mois et demi dans les geôles de Jaruzelski. A la bonne heure! serions-nous dans un premier élan tentés de dire. Alors que Clive n'a reçu jusqu'ici, en tout et pour tout, que trois visites de la consule de Suisse en Pologne, alors qu'il n'a toujours pas pu voir son avocat, ni recevoir de visite de sa famille ou de ses amis, toute visite pourrait représenter un bol d'air frais. Mais l'utilisation qui en est faite, et les déclarations qui l'accompagnent et qui sont publiées dans la VO (No 25, 27 juin / 3 juillet 1985) montrent que le bol d'air est pour le moins vicié et pourri.

D'où vient tout d'abord ce privilège qui permet à la seule VO de rendre visite à Clive Loertscher,

sous la haute surveillance d'un commissaire politique d'ailleurs? Les relations privilégiées et de soutien



constant qu'a maintenues le Parti suisse du travail (PST) avec le régime de Jaruzelski l'expliquent bien entendu. Relations qui, faut-il le rappeler, se sont maintenues, et raffermies semble-t-il, malgré le coup d'Etat du 13 décembre 1981, les quelques dizaines de travailleurs assassinés à cette occasion par les forces de l'ordre, la répression qui se poursuit depuis maintenant quatre ans contre Solidarność et ses dix millions de membres, répression qui a déjà conduit plusieurs milliers de syndicalistes en prison.

Passons encore sur le fait que la VO utilise ses relations privilégiées

avec la dictature militaire qui règne en Pologne depuis décembre 1981 pour visiter Clive Loertscher. Mais pourquoi ne les utilise-t-elle pas pour le faire libérer? Car, enfin, le PST a beau se prévaloir d'une vague déclaration où il est dit que "s'il s'agissait d'activités politiques (de Clive, réd.), il devrait être libéré et renvoyé en Suisse". Qu'a fait le PST pour concrétiser ce vœu?

Quand a-t-il usé de ses relations "fraternelles" pour exiger la libération de Clive? Quand a-t-il menacé de les rompre si elle n'intervenait pas rapidement? Où est en Suisse l'engagement du PST dans la campagne pour sa libération? Quels sont ses militants actifs dans le Collectif de solidarité pour la libération de Clive? Rien, néant, pas un geste, pas un engagement. Alors, l'interview de Clive, un scoop journalistique pour essayer de faire oublier cette réalité, qui seule compte?

Il n'y a pas pire aveugle...

Cependant toutes les bornes sont franchies quand Giumelli et la VO profitent de leur exclusivité pour essayer de mieux vendre les balivernes que Jaruzelski et ses amis répandent depuis quatre ans à propos de la réalité polonaise. Celle-ci évoluerait de "l'autocritique à l'ouverture"; "l'antagonisme des années 80" serait "aujourd'hui surmonté"; et, toujours selon Giumelli, l'opposition "n'est plus en Pologne considérée que comme un phénomène marginal et en tout cas pas une force de propositions".

Il ne faut pas manquer de souffler pour distiller de telles salades à quelques jours de la clôture du

procès fabriqué contre Michnik, Frasnikiuk et Lis, procès où ils ont été condamnés à des peines de deux à trois ans de prison. Sans parler des 200 syndicalistes qui sont toujours internés pour des raisons politiques. Quant à l'existence de "l'opposition", comme le dit pudiquement Giumelli à qui le nom de Solidarność semble imprononçable, l'appel pour le 1er juillet de la TTK (direction clandestine de Solidarność) à un débrayage d'une heure, pour protester contre les hausses de prix faramineuses, devrait suffire à en démontrer la persistance et la vitalité. Et il ne s'agit là que de l'exemple le plus récent. Mais il n'y a pas pire aveugle...

Ecoeuvrant

On était habitué, il faut le dire, à lire dans la VO de pareilles falsifications à propos de la réalité polonaise. Mais qu'on utilise une interview de Clive Loertscher emprisonné pour essayer de les mieux faire passer, le cynisme sans vergogne du procédé nous a surpris tout de même.

Imaginons qu'un journal de droite profite de ses excellents rapports et de son soutien sans faille à Pinochet pour obtenir une interview d'un militant communiste croupissant dans les geôles chiliennes, et qu'ensuite ce journal en fasse un scoop pour nous raconter que tout va pour le mieux au Chili, que la répression n'y est pas si terrible que ça, etc... Nous aurions tous qu'une seule réaction: écoeurant! C'est la nôtre aujourd'hui!

Jean Fleury

Compétition sportive :

LE FOOTBALL MEURTIER

* INTERVIEW DE JEAN-MARIE BROHM, HISTORIEN DU SPORT *



Sport et... chauvinisme.

Depuis quelques années, la violence sévit dans les stades. Le drame du Heysel à Bruxelles, qui a causé la mort d'une quarantaine de personnes, l'a dramatiquement rappelé. L'interview que nous publions aborde différents aspects expliquant cette évolution agressive du sport, du football en particulier. Jean-Marie Brohm, qui répond aux questions de *Rouge* du 13/19 juin 1985, est historien et sociologue marxiste du sport. Il s'occupe également de la revue *Quel corps* ?

* On a lu et entendu beaucoup de réactions aux événements de Bruxelles...

— Un premier type de réaction était de rechercher un responsable, un bouc émissaire. C'était la faute aux méchants Anglais, avec un peu de racisme anti-anglais, antijeune et anti-ouvrier. C'était la faute de la police belge avec encore un peu de racisme antibelge. Le foot est bon, et il y a seulement quelques brebis galeuses.

Deuxième explication, dominante aujourd'hui : le sport serait dénaturé par quelques excès. La violence, le mercantilisme, les manipulations de foules, le dopage, etc. ne seraient qu'une écume sale sur de l'eau propre.

Troisième réaction : l'institution sportive aurait été pénétrée de l'extérieur par l'extrême droite anglaise, par exemple. Plus largement, le sport serait la victime innocente d'un environnement social néfaste.

Ces trois théories visent à protéger le football de toute analyse critique en terme de système. Or c'est la logique de ce système qui conduit aux catastrophes. Il est vrai qu'il y a eu un peu de fatalité dans les événements du Heysel. Mais il faut analyser l'ensemble des facteurs qui créent les conditions d'un tel événement. Le foot ce n'est pas uniquement vingt-deux joueurs sur un terrain, c'est d'abord des stades encadrés par des chiens, des barbelés, des militaires. De plus, la télévision "chauffe" les masses. Enfin, la publicité a besoin des jeux du cirque : quarante personnes sont

mortes, mais on a joué, on a patagé dans une pelouse ensanglantée. On atteint le degré zéro de la non-conscience. La barbarie est aux portes des stades.

* C'est donc la compétition sportive elle-même qui est porteuse de violence ?

— La violence sociale s'exprime aussi sur d'autres terrains. Il y a une violence diffuse produite d'une dissolution du tissu social et d'une campagne sécuritaire. Mais dans l'univers sportif, la violence est légitimée. On a le droit de donner des coups. Certains sports sont des sports de coups, comme la boxe bien sûr. Même au rugby, au handball ou au basket, on donne des coups et on en reçoit. Certes, il y a des règles, un arbitrage. L'évolution du foot est significative : les contacts physiques étaient nettement moindres, il y a une vingtaine d'années. Aujourd'hui, c'est un football dit total, et tous les coups sont permis.

* Comment s'est faite cette évolution ?

— D'abord en raison des enjeux économiques. Les clubs sont pris dans une compétition où sont en jeu des intérêts économiques énormes. Les sponsors doivent rentabiliser le capital investi. Les clubs doivent donc à tout prix grimper dans le classement. Des clubs comme Naples, Barcelone ou la Juventus de Turin, tenus par des banques ou la Fiat, achètent à prix d'or des mercenaires des crampons (Maradona a été transféré pour un

milliard de centimes¹ par exemple), doivent avoir des résultats à la hauteur du capital investi. Deuxièmement, la compétition s'est intensifiée : entraînement poussé, utilisation de substances de dopage, professionnalisation, etc. On joue aujourd'hui dans les petites divisions de foot comme on jouait en première division dans le passé.

* Cette tendance à un engagement physique toujours plus dur se retrouve-t-elle dans l'évolution des tactiques de jeu au football ?

— Tout à fait. De plus en plus, l'équipe est conçue comme un bloc stratégique, sur un modèle militaire. Un : les Italiens notamment, ont mis au point différentes tactiques de verrouillage, une défense bétonnée. Deux : l'ensemble de l'équipe attaque et l'ensemble de l'équipe défend. Le foot est donc devenu une "guerre totale" où onze individus s'affrontent à onze individus. Pour gagner, il faut donc d'abord avoir la supériorité physique, "affirmer l'hégémonie physique" comme disent les entraîneurs. Il faut aussi "percer" la défense par la violence et la rapidité des tirs : les tirs de 20 ou 30 mètres sont plus fréquents, de même que les "coups de pied arrêtés" où s'illustre Platini par exemple. La violence est donc d'abord et de plus en plus dans le sport lui-même.

* Quel est le rapport entre cette violence sur le terrain et la violence des gradins ?

— Dans la compétition, il faut choisir son camp : il y a les bons et les mauvais, les "rouges" et les "bleus". Si on est pour une équipe, on est contre l'autre. Et si une équipe a perdu, il y a une revanche à prendre. Les supporters s'identifient aux vedettes. Dans les matchs scolaires, on s'imagine dans le maillot de Platini, de Giresse, etc. Il y a un phénomène d'identification collective aux grands joueurs, de même nature que l'identification

des masses aliénées à des meneurs comme Hitler ou Mussolini. Ce phénomène est de l'ordre de la "psychologie de masse", selon les termes de Wilhelm Reich.

* Pourquoi est-ce le football, plus qu'un autre jeu, qui joue ce rôle ?

— Le foot est un sport universel. Tous les pays de ce monde le pratiquent. Surtout, c'est le sport le mieux organisé par la bureaucratie multinationale de la FIFA (Fédération internationale des associations) et de l'UEFA (Union européenne). Elles ont une stratégie de pénétration dans tous les pays et multiplient les compétitions : la coupe d'Europe a été créée en 1956 avec la finale Reims - Real de Madrid ; depuis, on a inventé la coupe des vainqueurs de coupe, et les championnats du monde. La compétition introduit un état de tension permanent.

De plus, un véritable empire du foot s'est bâti, qui est dirigé par les sponsors (organismes bancaires ou financiers qui investissent dans le foot comme dans n'importe quel secteur), la télévision (les premières grandes coupes européennes ont connu leur succès grâce à l'eurovision), et la bureaucratie sportive qui est une mafia avec des accointances politiques : rappelons-nous que Michel Hidalgo a été pressenti par Fabius pour devenir ministre des Sports. Ce sont des nullités qui deviennent des personnages politiques, parce qu'ils sont à la tête d'un empire.

En tant que sport populaire, le foot avec ses joutes remplit une fonction essentielle de diversion, et concourt à obscurcir la conscience de classe. Les prolos anglais se battent avec les immigrés italiens. On voit se développer le racisme et la division, les "ritals" contre les "rosbeefs", les "rosbeefs" contre les "espinguins", les "espinguins" contre les "portos", au nom d'iden-

tification chauvine : "on" a gagné. C'est ce qu'a illustré le phénomène des "Verts" à Saint-Etienne : de l'ouvrier au patron, il n'y a qu'une seule équipe. De là à assimiler l'entreprise à une équipe, il n'y a qu'un pas.

* Est-ce qu'il ne peut pas y avoir une pratique du sport collectif qui échappe à la domination de l'institution ?

— Oui. Ce n'est pas le fait de jouer au ballon qui serait en lui-même porteur de l'aliénation. Je joue au foot, je trouve que c'est un jeu marrant. Mais dès lors qu'il y a affrontement compétitif, la logique est imparable. Même des copains d'extrême gauche qui jouent entre eux finiront pas se foutre sur la gueule s'il y a un enjeu réel. La première condition à une pratique correcte du jeu, c'est de lutter contre la compétition, c'est-à-dire la désignation d'un vainqueur et d'un vaincu.

On peut faire du foot sans compétition, de même qu'on peut nager sans se faire chronométrer, ou qu'on peut faire du vélo sans faire de course.

De plus, la pratique sportive peut être autogérée : pour qu'elle ne soit plus dirigée par la bureaucratie mais par les sportifs eux-mêmes. La plupart des pratiquants, professionnels ou amateurs, se plaignent précisément d'être des pions. Dans une équipe de foot, ce ne sont pas les joueurs qui déterminent la tactique, mais un entraîneur, souvent un petit despote, dont Herbin était un bon exemple. Du coup, les joueurs se font la guerre entre eux. Il y a un système de division des joueurs. C'est à l'image du fonctionnement d'une entreprise capitaliste.

Propos recueillis par Nicolas Jeanson

1. Environ 2,7 millions de francs suisses.



Sport et... violence meurtrière : le stade du Heysel à Bruxelles.



Proche-Orient :

UNE GUERRE DE CENT ANS

Préserver, en quelque deux cents pages, l'essentiel de l'évolution du Proche-Orient depuis la chute de l'Empire ottoman, voilà le pari tenu par Alain Gresh et Dominique Vidal¹. Evidemment, ce genre d'essai de vulgarisation historique déclenche à tous les coups la

fureur des orientalistes universitaires. Quel crime que de vouloir porter à la connaissance de tout un chacun les éléments de base de compréhension d'une histoire certes complexe, mais de loin pas inexplicable !

Nos deux auteurs, membres du Parti communiste français, collaborateurs de son hebdomadaire *Révolution*, semblent visiblement appartenir à son aile rénovatrice, façon Juquin. Ce qui leur permet l'audace de frôler la révolution permanente : "La sortie du sous-développement appelle la mise en chantier de réformes économiques, sociales et politiques plus radicales. Une telle voie impliquerait que soit brisée la dépendance économique vis-à-vis du marché capitaliste. Mais des ambitions aussi révolutionnaires excèdent les facultés de direction du mouvement." Sans pour autant pouvoir remettre réellement en cause la politique suicidaire des Partis communistes de la région, ainsi que celle de l'Union soviétique.

Quant à la dénonciation de la politique sioniste, de ses conséquences (la question palestinienne) on trouvera chez notre camarade Nathan Weinstock (*Le sionisme contre Israël*, Paris, Maspero, 1969, 622 pages) une analyse d'une tout autre ampleur, à laquelle nos deux auteurs recourent largement, sans trop oser le claironner.

Malgré ses limites politiques, malgré son chauvinisme tricolore, ce bouquin est à lire, ouvrant la voie à une compréhension matérialiste de l'histoire et de l'actualité du Proche-Orient.

Eric Peter

1. Alain Gresh, Dominique Vidal, *Proche-Orient, une guerre de cent ans*, Paris, Messidor / Ed. Sociales, 1984, 207 pages.

"MOI ET LES AUTRES" D'ALBERT JACQUARD

L'homme, disait Marx, est l'ensemble de ses rapports sociaux. Ses détracteurs n'ont voulu y voir qu'un déterminisme vulgaire, niant la liberté d'action et de

pensée des individus. Rien n'est plus contraire au marxisme. Si les hommes et les femmes sont le produit de circonstances historiques et sociales déterminées, ils et elles se déterminent en retour face à ces circonstances et l'action humaine détermine à son tour les conditions historiques et sociales.

Dans un remarquable ouvrage de vulgarisation scientifique intitulé *Moi et les autres* (Seuil, coll. Points), Albert Jacquard, directeur du département de génétique de l'Institut national d'études démographiques à Paris, livre une initiation à la génétique qui confirme et développe cette compréhension de l'homme. Il réfute, de manière pédagogique, les pièges de tout déterminisme génétique, notamment racial. Le patrimoine génétique est "inné", mais cet inné détermine des millions de possibilités qui ne se développent que par "l'acquis", par l'action de l'homme dans son environnement. "Ces gènes, isolés, sont muets. Ils ne peuvent s'exprimer que grâce aux apports de l'environnement." Du foetus à l'adulte, l'être humain, dont les connaissances instinctives sont quasi nulles, "bénéficie d'un privilège incomparable : le pouvoir pratiquement illimité d'apprendre" (p. 135). L'homme est ainsi "le champion de l'auto-organisation" : "Un être qui n'est que le résultat d'influences extérieures est nécessairement un objet fabriqué; plus ou moins bien réussi selon la qualité des sources, il est l'aboutissement passif de chaînes causales sur lesquelles il n'a pas de prise. L'auto-organisation, si elle se développe suffisamment, lui permet de devenir un sujet, qui se détermine en partie lui-même. C'est-à-dire qui peut prétendre être libre."

Michel Thévenaz

LA FORTERESSE EUROPÉENNE ET LES RÉFUGIÉS

«Un jour un vieux rabbin demanda à ses élèves comment on déterminait l'heure où finit la nuit et où commence le jour. Est-ce quand on peut distinguer de loin un chien d'un mouton? Non, dit le rabbin. Est-ce quand de loin on peut distinguer un dattier d'un figuier? demanda

un autre élève. Non, dit le rabbin. Mais alors, quand est-ce? demandèrent les élèves. C'est quand tu peux regarder le visage de n'importe quel humain et que tu vois ta sœur ou ton frère. Jusque-là, c'est encore la nuit." (p. 58)

Nous devons malheureusement constater que c'est encore la nuit et qu'en Europe la nuit s'épaissit en ce moment. Le livre *La forteresse européenne et les réfugiés*¹ permet de faire le point.

En effet, dans différents pays d'Europe occidentale, on observe une fermeture progressive des frontières face à ceux qui arrivent pour demander asile, une dégradation des droits sociaux de ceux qui sont déjà entrés, une montée de la xénophobie.

La Ligue suisse des droits de l'homme avait organisé en février 1985 les 1ères Assises européennes sur le droit d'asile pour permettre à des réfugiés, des militants, des experts, des juristes, des psychologues de débattre de ces questions : la forteresse européenne est-elle en train de se barricader? Pourquoi? Et comment réagir à ces manifestations de repli peureux? On trouve dans ce livre un reflet de ces débats. Il sera aussi pour nous un instrument dans la discussion et nous permettra de répondre aux arguments du style "la barque est pleine".

En effet, un grand chapitre est consacré au "cas suisse". D'autres exposent la situation juridique dans différents pays d'Europe, d'autres encore sont des témoignages ou des réflexions éthiques.

Hocine Aït-Ahmed (l'un des chefs historiques de la révolution algérienne) nous rappelle par exemple l'une des plus belles traditions humaines : "l'Anaya" berbère qui signifie devoir de protection (pp. 51-52). En Kabylie, celui qui a demandé protection ("anaya") est tabou et nul ne peut attenter à sa vie. Ainsi, en tout temps, même en temps de guerre, le droit d'asile garde son caractère sacré, grâce au devoir de protection.

Ain Beniam

1. *La forteresse européenne et les réfugiés*, Actes des 1ères Assises européennes sur le droit d'asile, Lausanne, 15-17 février 1985, publiés par la Ligue suisse des droits de l'homme. Editions d'en bas, Collection Nord-Sud, juin 1985, Lausanne, 247 pages.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

RENENS (VAUD)

Sous chapiteau en face de la piscine, rue Censuy

19-20 juillet : *Festival LATINO-TROPICAL*. ve 19, de 19 à 04h : *WILLIE COLON* (USA), *La Sonora*, *Oscar Rodriguez-Band* et *La Sonora Palacios* (Chili). sa 20, de 18 à 04h : *ARTURO SANDOVAL* (Cuba), *Alfredo Rodriguez*, *Originals Caribees* et *La Sociedad*.

Prix : ve, Fr. 30.-, sa Fr. 30.-, les deux jours Fr. 50.-. Une ambiance de carnaval, avec des stands d'artisanat, livres, disques, posters, etc., boissons et plats typiques. Org. : Editions Résurgence, 021 / 24 69 24. Loc. : FRIBOURG, Musiclub, 4, Grand-Place, 037 / 22 20 40. GENEVE, Placette, 4e, 022 / 32 68 32. LAUSANNE, Editions Résurgence, 4, Petit-Rocher, 021 / 24 69 24 et COOP City au Centre, 021 / 20 12 11. LE SENTIER, Vinyl Shop, 15, Grand-Rue, 021 / 85 42 24. MONTREUX, Office du tourisme, 021 / 63 12 12. NEUCHÂTEL, Office du tourisme, 7, rue de la Place-d'Armes, 038 / 25 42 43. NYON,

Disque Service, 3, rue Juste-Olivier, 022 / 61 73 18. YVERDON, Gonset, 4-6, rue du Lac, 024 / 23 12 25. Avant le 13 juillet, possibilité de payer par CCP : Editions Résurgence, Lausanne, CCP 10 - 72381 - 7, en indiquant au dos le ou les jours désirés. Vous obtiendrez votre billet à la caisse du festival contre présentation du récépissé postal.

NYON (VD)

du 25 au 28 juillet : 10^e Paléo Folk Festival. Pré-concert, ma 23 juil., dès 18h : *Paul McBONVIN* (CH), *TÉLÉPHONE* (F), *THE CURE* (GB). je 25, dès 16h30 : *La Bottine Souriante* (Que), *La Manigua* (salsa), *Mario Ciurlia* (I), *Clément Ratelle* (Que). Grande scène, dès 19h : *BIG MILLER* (Can), *JOAN ARMATRADING* (USA), *B.B. KING* (USA). Chapiteau, dès 18h, Humour avec : *Alex Périence* (CH), *Brass Band* (USA), *Plume Latraverse* (Que), *De Nieuwe Snaar* (B) et *TSF* (F). ve 26, dès 15h : *Philippe Deville* (CH), *Zsukata* (Hon), *Raffaella de Vita* (I), *Claude Mauranne* (B), *Jean-Louis Mahjun* (F), *Jef Jaisun* (USA). Grande scène, dès 19h30 : *DIANE DUFRESNE* (Que), *MICHEL JONASZ* (F). Chapiteau, dès 20h, Couleur tropicale avec : *Joao Bosco*, *Malavoi*, *Ray*

Léma, *La Manigua*, sa 27, dès 15h : *Mixtûr* (CH), *Dupuis-Pedretti Octet* (CH), *Malavoi* (Antilles), *Walter Keller Walter* (CH). Grande scène, dès 19h 30 : *JOAO BOSCO* (Bré), *CAETANO VELOSO* (Bré), *JORGE BEN* (Bré). Chapiteau, dès 18h, Francophonie : *Marc de Hollagne* (B), *Dominique Scheder* (CH), *Plume Latraverse* (Qué), *Claude Mauranne* (B), *Karim Kacel* (F), *Jean-Louis Mahjun* (F), *Didier Odieu* (B). di 28, dès 15h : *Le Cirque du Trottoir* (B), *Karim Kacel* (F), *Red Gum* (Aus), *Marc Perrone* (F). Grande scène : Invité surprise, *FLYING PICKETS* (GB), *ELLIOTT MURPHY* (USA), *CLAUDE NOUGARO* (F). Chapiteau, dès 22h30, Afrique avec : *Mory Kanté* (Guinée), *Ray Léma* (Zaire). Informations : Grand Passage, NYON, 022 / 61 40 51.

EXPOSITIONS DE L'ÉTÉ (suite)

Château de Villa, SIERRE (VS)

jusqu'au di 25 août : 440 lithographies de Honoré Daumier, le génial caricaturiste du Second Empire (1808-1879).

Château de GRANDSON (VD)

du 30 juin au sa 31 août : *Gustave Doré*, réaliste et visionnaire.

Une internationale de l'anticommunisme :

LA SECTE MOON

Mariage collectif mooniste : les futurs époux ne se connaissent pas.

Les différentes sectes religieuses qui prolifèrent un peu partout en Europe et aux Etats-Unis sont souvent marquées par un anticommunisme virulent, voire militant. Mais il en est une qui atteint des sommets dans ce bit-parade et qui dispose de moyens considérables : l'Eglise de l'unification ou plus couramment appelée la secte Moon. Son fondateur, le révérend Moon, utilise ses millions et ses multiples relations au service de la lutte contre tous mouvements de libération, en Amérique du Sud et centrale en particulier. L'article qui suit, dont les informations et citations sont tirées de l'enquête de Jean-François Boyer et Alejandro Alem parue dans *Le Monde* diplomatique de février 1985, décrit les ramifications de cette véritable internationale de l'anticommunisme.

Il est difficile de cerner avec précision l'étendue de la fortune de Moon et de son Eglise, mais plusieurs témoignages permettent de s'en faire une idée. Deux anciens responsables japonais de

la secte, Yoshakazu Soejima et Hiraoki Inoue, ont indiqué, en novembre 1984, au *Washington Post* que "la seule branche japonaise de l'Eglise a transféré plus de 800 millions de dollars aux Etats-Unis, au cours des neuf dernières années, pour y financer activités politiques et nouvelles affaires".

Sa puissance économique et financière découle d'abord du monopole mondial du conditionnement et de la commercialisation du ginseng (racine d'une plante ayant des vertus tonifiantes). Mais, ajoute Julian Safi, proche collaborateur uruguayen de la secte : "Moon a aussi des intérêts dans l'industrie lourde et légère en Corée du Sud et il participe à l'effort d'armement imposé par le gouvernement de Séoul à tous les industriels."

Aux Etats-Unis mêmes — il y est depuis 1972 — Moon contrôle la Diplomat National Bank, un chantier naval à Bayou (Alabama), deux firmes d'armement et une flotte de 70 chalutiers. D'après Mose Durst, l'Eglise de l'unification américaine qu'il préside dégageait en 1984 de ses propriétés un bénéfice annuel de 500 millions de dollars, sans compter les gains tirés de la vente par les fidèles d'objets saints. Au total, une projection approximative donne un bénéfice annuel de 700 millions de dollars pour l'ensemble des activités de l'Eglise.

Le projet mooniste

Les visées du révérend sont très simples. Il les décrira en ces termes à Julian Safi : "La troi-

sième guerre mondiale a commencé ; elle ne se gagnera pas les armes à la main mais sur le terrain des idées." Le communisme — pas seulement sa version bureaucratisée des pays de l'Est, mais surtout tout ce qui ressemble de près ou de loin à des luttes de libération — est l'ennemi à abattre.

Pour ce faire, Moon va monter deux instruments : un groupe de presse international moderne et efficace ; une organisation mondiale pour la formation et l'encadrement des leaders politiques. Concernant les médias, Moon publiera d'abord le *News World* (31 décembre 1976) et *Noticias del Mundo* (22 avril 1980). Le 1er mars 1982 naîtra le *Washington Times*¹, chargé de concurrencer le "trop" libéral *Washington Post* ; puis le *News World* deviendra le *New York Tribune* avec comme objectif de couler le libéral *New York Times*.

Création de Causa

Quant au deuxième élément de la stratégie mooniste, il se concrétisera par la création de Causa. Fondée en 1980 à New York, elle sera confiée à la présidence d'un certain Bo Hi Pak, ancien colonel de l'armée sud-coréenne et bras droit du révérend. Cette nouvelle internationale de l'anticommunisme s'occupera en priorité de l'Amérique latine. Julian Safi est chargé de l'Uruguay. On lui en donnera les moyens. En 1980, il reçoit 51 millions de dollars et le renfort de plusieurs collaborateurs.

Le premier séminaire de Causa Uruguay se tient en avril 1981. La réunion se déroule dans les locaux de la direction nationale du tourisme, propriété du gouvernement. Parmi les participants : le général Luis Queirolo, commandant en chef de l'armée uruguayenne ; le ministre de l'industrie et de l'énergie, Francisco Tourelles ; le ministre de l'intérieur, Alejandro Rovira et le colonel Larroque, responsable de la direction nationale des relations publiques.

Bo Hi Pak, dans son discours d'ouverture, s'exprime sans ambiguïté : "Tous les hommes et

toutes les nations doivent triompher ensemble du communisme. (...) C'est un mouvement international qui doit affronter le communisme international. Mes chers amis, en matière de victoire sur le communisme, je veux que l'Uruguay soit un modèle pour le reste du monde. (...) "

La croisade en Amérique du Sud

Dès sa fondation, Causa se lance dans une véritable croisade en Amérique latine, croisade particulièrement bien accueillie par toutes les dictatures de la région. En mars 1981, le président de Causa rencontre à Asuncion (Paraguay) le général Stroessner. Bo Hi Pak dira de lui : "Je crois que c'est un homme spécial, élu par Dieu pour diriger son pays." Comme en Uruguay, un séminaire réunissant plusieurs ministres et divers caciques du régime est organisé à Asuncion.

Autre étape marquante : la Bolivie. Plusieurs transfuges moonistes ont affirmé que le révérend avait annoncé un mois à l'avance le coup d'Etat du 17 juillet 1980 du général Garcia Meza. Du reste, un agent des services argentins, Alfredo Mingolla, confiera au *Stern* en 1984 que Thomas Ward (membre de la direction de Causa International) a participé directement à l'organisation de ce coup d'Etat. En 1984 également, le ministère de l'intérieur bolivien confirme les dires des transfuges moonistes en révélant que Causa a versé 4 millions de dollars aux putschistes du 17 juillet 1980. La chute du général Meza interrompra la réalisation d'un ambitieux projet de Causa : la construction d'un ensemble immobilier de 42 millions de dollars comprenant une station de radio-télévision.

La tournée de Bo Hi Pak, ponctuée de conférences et de séminaires, se poursuit au Chili (22 au 26 juin 1981), en Argentine, dans les locaux de l'Université catholique de La Plata, et au Brésil, à l'hôtel Othon de Rio de Janeiro (été 1981).

Ce travail de démarcheur, es-

sentiellement développé en Uruguay où Moon a investi ou déposé au moins 100 millions de dollars, soit le dixième des exportations du pays, se termine par le premier congrès panaméricain de Causa à Montevideo (Uruguay), en février 1984.

On précise la cible

Lors de ce congrès, on constate que les préoccupations moonistes se sont déplacées vers la crise en Amérique centrale. La présence du colonel salvadorien Domingo Monterrosa² et de Steadman Fagoth, chef de la guérilla miskito antisandiniste, n'est en effet pas due au hasard. De même, la participation des généraux américains à la retraite, Robert Richardson et Ed Woellmer, directement impliqués dans l'aide aux Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN) antisandinistes, témoigne des nouvelles angoisses de Causa. Déjà une année auparavant, elle avait mis sur pied une grande tournée d'"informations" pour une centaine de journalistes américains et européens, en leur réservant la possibilité d'interviewer des personnalités aussi peu suspectes de sandinisme que l'ex-dictateur du Guatemala, le général Rios Montt, ou Edgar Chamorro, membre de la direction du FDN.

Le 15 novembre 1984, dans un salon des Nations Unies à New York, le recteur de l'Université catholique de La Plata, Nicolas Argentato, décernait des doctorats *honoris causa* à Mme Moon (représentant son mari frappé d'une peine de 18 mois de prison pour fraude fiscale) et au colonel Bo Hi Pak. Pour bons services rendus... à la cause des exploités et de ceux qui feront tout pour que l'exemple de la révolution nicaraguayenne ne fasse pas tache d'huile.

P. Girardet

1. C'est ce journal qui a lancé le 7 mai dernier un appel de fonds pour récolter les 14 millions de dollars d'aide aux contras antisandinistes refusés par le congrès américain en avril.
2. Le colonel Monterrosa est mort en novembre 1984 lorsque son hélicoptère a été abattu par la guérilla.